



"Chaque dollar produit sur terre détruit la planète terre."

- ▶ Réchauffement climatique, le phénomène s'accélère p.1
- ▶ Le mensonge planétaire de la transition énergétique (Michel Guay) p.3
- ▶ Disparition des oiseaux de plaines : « L'ensemble de l'écosystème est en train de s'effondrer » p.5
- ▶ Les énergies renouvelables et le théorème du clou (Michel Guay) p.10
- ▶ Accélération de la fonte de l'Antarctique ces 5 dernières années (Johan Lorck) p.12
- ▶ Température mondiale : +0,353°C en juin 2018 (Johan Lorck) p.14
- ▶ Congo : des parcs naturels classés ouverts à l'exploitation pétrolière p.18
- ▶ Solaire: la Chine pourrait faire trébucher le marché mondial p.19
- ▶ Le plastique biodégradable n'est pas du tout biodégradable p.21
- ▶ Six matières premières essentielles mettent la transition énergétique en danger p.23
- ▶ CAUSE TOUJOURS... (Patrick Reymond) p.25
- ▶ L'évacuation (1) : considérations pratiques (Pierre Templar) p.27

SECTION ÉCONOMIE

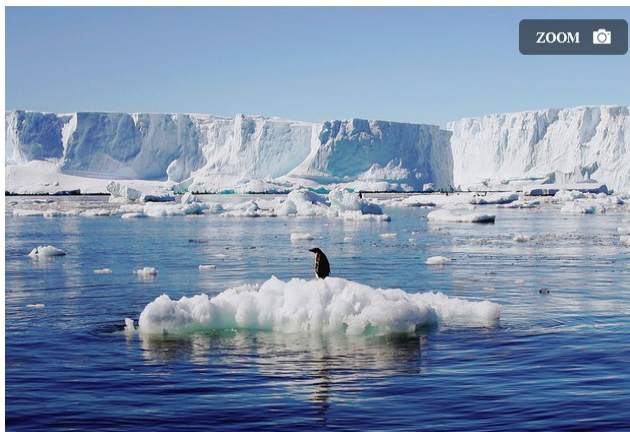
- ▶ De Sumer au Bitcoin, histoire de la monnaie et du crédit (Simone Wapler) p.35
- ▶ Damned ! Où sont les gains de productivité ? (Simone Wapler) p.45
- ▶ Chine: la cassure de 2014/2015, la Trade War c'est de la géopolitique (Bruno Bertez) p.47
- ▶ Guerre commerciale : la Chine devrait riposter aux USA dès vendredi (C. Sannat) p.49
- ▶ Punir l'Allemagne, négocier avec la France, détruire l'Europe (C. Sannat) p.50
- ▶ JP Morgan, un phare, un concentré de la plus haute qualité. (Bruno Bertez) p.54
- ▶ L'Union européenne bientôt sous le régime de l'apartheid (François Leclerc) p.56
- ▶ LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC p.57



Réchauffement climatique, le phénomène s'accélère

Marine Lamoureux, le 02/07/2018 La Croix.com

Les dernières études liées au climat le montrent : nous sommes entrés dans l'ère des tristes records. La grande crainte est celle d'un emballement du dérèglement climatique car certains phénomènes se renforcent les uns les autres.



Depuis vingt-cinq ans, l'Antarctique a perdu 3 000 milliards de tonnes de glace, selon les calculs de 84 scientifiques parus dans Nature il y a quelques jours (1). / Pauline Askin/REUTERS

C'est la dernière étude saisissante en date. De celles qui, en compilant les données et en leur donnant une perspective historique, donnent à voir la rapidité et l'ampleur des phénomènes climatiques à l'œuvre. Depuis vingt-cinq ans, l'Antarctique a perdu 3 000 milliards de tonnes de glace, selon les calculs de 84 scientifiques parus dans *Nature* il y a quelques jours (1). Une fonte qui s'accélère de façon spectaculaire et contribue à faire monter le niveau global des océans – de 8 mm depuis 1992. « *Les données montrent que la situation s'aggrave considérablement chaque année* », souligne Isabella Velicogna, de l'université de Californie, coauteure de l'étude.

À ce rythme, compte tenu de la fonte globale des glaciers et de la dilatation des eaux de surface, 50 millions d'Indiens et 75 millions de Bengalis pourraient être directement menacés par la montée des eaux à la fin du siècle, selon Jean-Michel Valantin, spécialiste de géostratégie (2), qui rappelle que « *la rapidité de ces évolutions est inédite dans l'histoire humaine* » ; déjà, Djakarta, la capitale de l'Indonésie, s'affaisse et, à plusieurs milliers de kilomètres de là, certains atolls comme ceux des Kiribati, redoutent la submersion.

Publication après publication, un constat s'impose : nous sommes collectivement entrés dans l'ère des records. Record dans le rythme de fonte de la cryosphère, de températures, de la récurrence des sécheresses, des inondations... 2016 fut ainsi l'année la plus chaude jamais enregistrée depuis le début des relevés en 1880, tandis que la « saison » 2017 des ouragans dans l'Atlantique fut, d'après l'Organisation météorologique mondiale, « *l'une des plus destructrices jamais observée* ». Cette même année, le Portugal et la Californie ont connu des feux d'une rare intensité. Et l'on pourrait continuer cette liste. Au point de se demander si la planète – ou plutôt le dérèglement climatique – n'est pas en train de s'emballer.

« On ne peut exclure l'hypothèse d'un emballement »

La question ne renvoie pas seulement à l'inquiétude du profane mais bien à une notion scientifique. Car au-delà d'un certain niveau de réchauffement, les phénomènes cumulés font redouter un emballement incontrôlé du climat. « *Lors de la [COP21, en 2015](#), le monde s'est donné pour limite une hausse de 2 °C par rapport à l'ère pré-industrielle car au-delà, on craint un tel emballement* », fait observer le philosophe Dominique Bourg, professeur à la faculté des géosciences et de l'environnement de l'université de Lausanne (3).

Pour le climatologue Hervé Le Treut, le concept, certes simplificateur, a sa pertinence. « *On ne peut exclure l'hypothèse d'un emballement à un moment donné* », explique le directeur de l'Institut Pierre-Simon-Laplace (IPSL). « *Mais il faut bien comprendre que le système climatique recouvre des phénomènes très divers, qui ne vont pas s'enclencher aux mêmes seuils de température. De même, il est difficile d'appréhender les interactions physiques, biochimiques, écologiques, etc., auxquelles ce système renvoie.* »

Quels sont donc ces phénomènes, susceptibles d'entraîner un emballement ? D'abord, la disparition progressive des calottes glaciaires. En fondant, ces calottes réfléchissent moins le soleil – voire, se mettent au contraire à absorber la chaleur lorsque la roche foncée remplace la glace – accélérant du même coup le réchauffement. Et c'est alors une véritable spirale qui peut s'enclencher. Autre danger : celui que constitue le pergélisol (ou permafrost), autrement dit ces sols gelés en permanence qui recouvrent une partie importante de la surface du globe. Lorsqu'ils fondent, ils libèrent des matières organiques qui, en se décomposant, relâchent à leur

tour un gaz hautement réchauffant, le méthane.

« À un certain niveau de réchauffement certaines forêts ne repartent plus »

Là encore, le risque est bien celui d'une accélération incontrôlée. « *Même si, tempère le climatologue Jean Jouzel, de nombreuses incertitudes demeurent quant à la quantité de matières organiques concernée et le type de gaz relâché, CO₂ ou méthane.* » Il n'empêche, la menace est prise très au sérieux. Tout comme le stress intense subi par les forêts tropicales humides, indispensables puits de carbone, jouant un rôle clé dans la régulation du climat. « *À un certain niveau de réchauffement, soumises à des sécheresses répétées, certaines forêts ne repartent plus* », fait observer celui qui fut vice-président du groupe de travail scientifique du Giec jusqu'en 2015. Avec de possibles conséquences en chaîne.

Le mensonge planétaire de la transition énergétique

Par Michel Gay. , Contrepoints.org , 21 septembre 2016

Les médias devraient dénoncer ces manipulations qui ont pour but de fausser l'appréciation des décideurs politiques sur la véritable transition énergétique qui s'appuiera sur le nucléaire dans le monde.



Le grand mensonge de la [transition énergétique](#) est de prétendre que les énergies renouvelables, notamment éoliennes et photovoltaïques, sont (ou seront) en mesure de prendre le relais des combustibles fossiles et du nucléaire. La monstrueuse mascarade commence à prendre fin [dans la douleur](#).

- L'Espagne s'est fourvoyée dans le développement de l'éolien et du photovoltaïque (PV) avant d'arrêter les subventions aux énergies renouvelables qui menaçaient de ruiner son système électrique.
- La Grande -Bretagne a également supprimé les subventions à l'éolien et au PV pour se tourner de nouveau massivement [vers le nucléaire](#) (cinq réacteurs) avec l'assentiment populaire.
- L'Italie, dont l'électricité est deux fois plus cher qu'en France, importe massivement de l'électricité des pays voisins, et surtout l'électricité « nucléaire » de France.

- La Chine, tout en plantant massivement des éoliennes pour engranger des subventions... européennes, est le plus gros investisseur mondial dans le nucléaire avec... [20 réacteurs en construction](#). Ce pays ne parle pas d'énergies renouvelables mais d'énergies propres.
- Les États-Unis, pionnier dans le développement éolien, ont abandonné cette source de production et [14 000 éoliennes rouillent](#) dans des « wind farms ». En revanche, ce pays, tout comme la Chine, investit massivement dans les énergies propres... qui incluent le nucléaire.
- En Allemagne, le « miracle » de l'énergie verte tourne au désastre : le prix de l'électricité en augmentation rapide y est déjà deux fois plus élevé qu'en France. Ce ne sont pas les éoliennes qui remplacent la production électronucléaire, mais le charbon. Sigmar Gabriel, Vice Chancelier Allemand et ministre de l'Énergie avait déclaré¹ : « *On ne peut pas à la fois sortir en même temps du nucléaire et du charbon* ». En conséquence, les Allemands sortent du nucléaire et entrent dans le charbon. Cette phrase était une réponse au patron de la société norvégienne Statoil, Helge Lund, qui avait dit : « *Pour nous, il est difficile d'imaginer comment vous [les Allemands] allez remplir vos engagements de réduction d'émissions de CO2* ». La réponse de Sigmar Gabriel est limpide : les Allemands ne tiendront pas ces engagements.
- **La France est le seul pays au monde qui a débuté la vraie transition énergétique il y a quarante ans** avec le démarrage d'un grand programme électronucléaire. Notre pays assure 90% de sa production d'électricité nationale sans combustible fossile et sans émission de gaz à effet de serre grâce principalement au nucléaire (75%) et à l'hydraulique (10%).

La plupart des médias et des hommes politiques (tous partis confondus) taisent consciencieusement cette réalité.

Les pays sans parc nucléaire, et d'un niveau de vie comparable à celui de la France, possèdent comparativement beaucoup plus de centrales électriques à gaz ou à charbon.

La destruction du parc nucléaire

Dans l'indifférence quasi-générale, [le parc électronucléaire français](#), un des derniers fleurons industriels parmi les plus brillants au monde, est menacé de réduction, voire de destruction (Fessenheim) par la loi de transition énergétique. Cette inconscience est favorisée par « l'enfumage » des énergies renouvelables censées combler la différence de production d'électricité.

Le véritable objectif de [la transition énergétique](#) n'est pas le réchauffement climatique dont la majorité des pays se moque éperdument, ou même la diminution de notre dépendance au gaz et au pétrole. Non, le véritable objectif, notamment des partis écologistes infiltrés dans les rouages décisionnels, est la liquidation de l'électronucléaire. Un des moyens mis en œuvre est de favoriser l'essor des énergies renouvelables, surtout éoliennes et photovoltaïques, à grand renfort de subventions ce qui, accessoirement, favorisera la consommation de gaz.

Mensonges catastrophistes

Sans perdre de vue, bien sûr, qu'il faut continuer à effrayer les Français par des mensonges catastrophistes, un des angles d'attaque antinucléaire soutient que le coût du nucléaire serait

sous évalué, tout en essayant de le rendre le plus cher possible par des exigences extravagantes. Ainsi, pour masquer le gouffre financier des énergies renouvelables, [les écologistes](#) font jouer des ténors médiatiques tels que [Nicolas Hulot prétendant](#) « *qu'on nous a menti sur le coût du nucléaire* ». La presse est alimentée par des papiers à charge contre le nucléaire, le plus souvent avec des slogans d'une grossière indigence. Elle les diffuse pourtant en étouffant les répliques outrées et argumentées. [Madame Duflot](#) et ses « *centaines de milliers de morts* » post-Fukushima², ainsi que Mesdames Rivasi et Lepage, reines médiatiques incontestées, ont droit à tous les micros. Nos médias regorgent de déclarations péremptoires et définitives d'écologistes qui se soucient peu d'exactitude.

Propagande pour la transition énergétique

Quelques scientifiques de renom aussi s'aventurent à des affirmations indignes de leur talent. Ils sont exhibés complaisamment (toujours les mêmes) pour faire bonne mesure. Cette « préparation d'artillerie » médiatique visent à faire pression sur les électeurs, et donc sur les décideurs politiques, sur le thème de « l'acceptabilité ». Quelques affairistes aussi veulent gagner de l'argent facilement dans les renouvelables, même en sciant la branche sur laquelle ils sont assis.

Le public, naturellement béotien en matière de transition énergétique, est impressionné par des chiffres utilisés astucieusement avec une totale mauvaise foi par les antinucléaires.

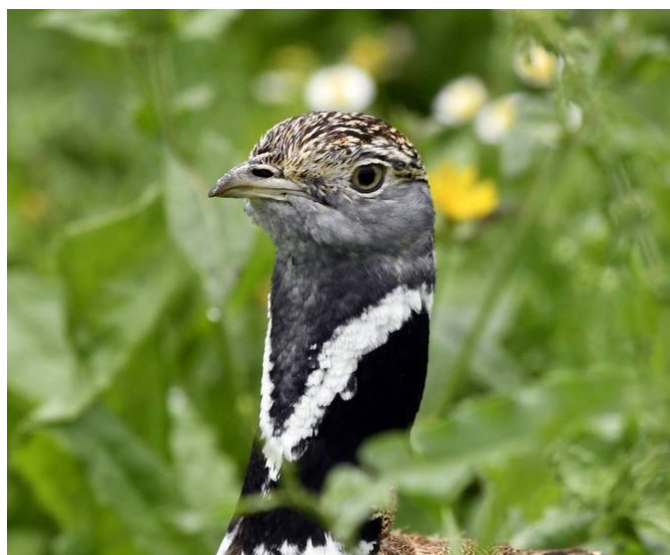
Les médias devraient dénoncer ces manipulations qui ont pour but de fausser l'appréciation des décideurs politiques sur la véritable transition énergétique qui s'appuiera sur le nucléaire dans le monde. Mais, ils ne le font pas, ou mal, parce qu'il y a collusion d'intérêts : « *la peur, ça fait vendre coco* » ...

Mais pourquoi les élus de la République, censés agir pour défendre l'intérêt général, ne disent-ils pas haut et fort la vérité aux Français ?

1. Agence France Presse du 27 juin 2014. ↵
2. Selon deux rapports de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS), le nombre de décès imputables à l'accident nucléaire de Fukushima est, et sera, égal à zéro. Les deux seules victimes dans la centrale, sont deux malheureux agents de Tepco noyés par le tsunami. Un amalgame est sournoisement fait avec les nombreuses victimes du tsunami. Un anti-nucléaire a même pondu cette perle : « *dans soixante dix ans, un grand nombre des personnes présentes le jour de l'accident aura disparu* ». ↵

Disparition des oiseaux de plaines : « L'ensemble de l'écosystème est en train de s'effondrer »

Marie Merdrignac 4 juillet 2018 ouest-france.fr/



Le gouvernement annonce ce mercredi, par la voix de Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire, son « plan pour la Biodiversité ». Il est très attendu, notamment par les auteurs de deux études conjointes entre le Museum national d'histoire naturelle et le CNRS, qui alertaient, au printemps, de l'inquiétante disparition des oiseaux de plaines. Pour eux, il est temps de penser un autre modèle agricole, davantage centré sur la biodiversité.

C'est ce mercredi que le gouvernement va détailler son « **plan pour la biodiversité** ». [Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire a annoncé que ce serait « une grande mobilisation pour la nature ».](#)

Il s'agit aussi d'« **une priorité absolue** » pour Vincent Bretagnolle, écologue, directeur de recherche au CNRS, Chizé, Val-de-Sèvres, témoin depuis 25 ans, du [déclin alarmant des oiseaux de plaines](#). Nous l'avons rencontré en juin, un mois avant les annonces du gouvernement.



Vincent Bretagnolle, écologue, directeur de recherche au CNRS. | Thierry Creux / Ouest-France

Vous avez alerté en mars sur le déclin alarmant des populations d'oiseaux de plaine. Comment l'avez-vous observé ?

Dans [la zone atelier du CNRS, à Chizé](#) (Deux-Sèvres), nous avons mis en place un suivi depuis 1995. Nous avons gardé exactement les mêmes 160 sites de comptage et la même méthode depuis 25 ans. Sur la centaine d'espèces présentes dans cette zone de 450 km², on a perdu entre 35 et 40 % du nombre d'individus. L'année 2018, confirme totalement l'effondrement régulier des populations et probablement au-delà de ce qu'on avait imaginé.

La même chose est observée à l'échelle nationale et européenne, pour ce qu'on appelle les oiseaux de plaine qui vivent dans les plaines céréalières, en milieu intensif (alouette, perdrix, caille...), une quarantaine d'espèces dont les populations sont en baisse continue, à la même vitesse depuis 25 ans.

Qu'est-ce que cela signifie pour l'écosystème ?

L'homme n'est pas arrivé à produire des bouleversements aussi importants dans d'autres écosystèmes. Cela se produit à l'identique en Amérique du Nord, dans les plaines agricoles. On est face à un effondrement massif, à l'échelle planétaire.

Comme les oiseaux sont des prédateurs supérieurs, au sommet de la chaîne alimentaire, cela suggère très fortement que c'est l'ensemble de la chaîne trophique, l'ensemble de l'écosystème qui est en train de s'effondrer.

D'un point de vue scientifique, on est devant des événements catastrophes sur le plan écologique. Il s'agit de changements brutaux de fonctionnement d'écosystèmes.

Va-t-on vers une disparition totale des oiseaux ?

[L'abondance d'insectes continue à décroître](#), donc les oiseaux qui s'en nourrissent disparaissent et si on ne fait rien, dans 25 ou 50 ans, c'est impossible à prédire, on aura perdu les 2/3 ou les 3/4 des oiseaux par rapport à aujourd'hui. Si on ne change rien, on sait très bien où on va : à la disparition progressive des insectes et des oiseaux.

Cela n'arrivera pas, parce qu'on ne peut pas se passer des insectes. L'agriculture disparaîtra avant que les insectes disparaissent, de la même manière que les pêcheurs disparaissent avant que les poissons disparaissent.

L'agriculture s'arrêtera avant d'elle-même et comme elle est une grosse partie du problème, sa réduction de l'agriculture ou la diminution et l'arrêt des intrants, feront réapparaître les insectes. Mais on n'aura quand même détruit une bonne partie des écosystèmes, des processus et des fonctions écologiques.



La perdrix rouge a virtuellement disparu. Ici, photographiée dans le parc Zoodycée, appartenant au pôle sciences et nature du Conseil Départemental des Deux-Sèvres. Il est dédié à la faune européenne. | Thierry Creux / Ouest-France

L'agriculture est-elle l'unique cause de cette catastrophe écologique ?

Il y a plusieurs causes qui relèvent de l'agriculture intensive qui affecte la biodiversité par différents mécanismes. Pour ce qui est des oiseaux il y a deux grandes causes majeures : une liée au paysage agricole, de plus en plus simplifié, uniformisé depuis une quarantaine d'années. Avec la disparition des haies, des petits bosquets, des petites vignes, des arbres isolés, des murets, des prairies, les oiseaux comme les insectes, ont perdu leur habitat de reproduction.

S'ajoute l'utilisation des pesticides, qui, en France, a augmenté fortement au cours des vingt dernières années malgré le Grenelle de l'Environnement, malgré le Plan Écophyto.

On l'oublie souvent, mais les herbicides sont aussi une cause de la disparition des insectes parce qu'ils éliminent la flore spontanée des champs. Or, elle leur est indispensable, car ils se nourrissent du pollen, du nectar, des feuilles, des fleurs...

Il y-a-t-il des solutions pour enrayer ce phénomène ?

Nous testons à Chizé l'agroécologie, un modèle d'agriculture basé sur la biodiversité, c'est-à-dire l'inverse du modèle agricole actuel qui remplace la nature par de l'agrochimie. Nous essayons de diminuer les intrants, les pesticides, les herbicides, nous essayons de remettre des éléments semi-naturels, des bandes enherbées, des prairies, et peu de haies, de diversifier les cultures...



Ici un œdicnème criard, oiseau des landes et des prairies sèches, des cultures basses et des friches, photographié dans le parc Zoodyssée. | Thierry Creux / Ouest-France

Nous avons des résultats positifs localisés à notre zone d'étude. On a démontré qu'un céréalier intensif peut réduire de 30 % l'apport d'azote et l'apport d'herbicides sans toucher à son rendement. En augmentant donc son revenu de plusieurs centaines d'euros par hectare, c'est énorme.

Nous ne sommes pas en décalage avec une réalité agronomique, il y a juste des freins et des blocages qu'il faudrait maintenant lever pour qu'on puisse transiter vers un autre modèle agricole. C'est une priorité absolue.

Pour ces deux spécialistes, nous ne subissons pas encore un tel processus. « *Ce serait plutôt pour le siècle prochain* », avance Hervé Le Treut, tout en n'excluant rien pour la fin du XXI^e siècle. « *On n'y est pas encore, renchérit Jean Jouzel, mais indéniablement, les choses s'accélèrent, et c'est inquiétant.* » Tous deux insistent donc sur l'urgence d'agir, en réduisant drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre... Et vite !

D'autant que la première bataille est déjà perdue. Espéré en 2020, le pic d'émissions – et donc l'amorce de leur décroissance – ne sera pas atteint à cette date. Compte tenu de l'inertie du climat et de la persistance de ces gaz, certaines conséquences du réchauffement sont déjà inéluctables. « *En dépit des appels répétés des scientifiques ces dernières décennies, nous n'avons pas su, ou voulu, transformer notre modèle de développement,* déplore Dominique Bourg. *Tout ce que nous allons entreprendre à présent portera ses fruits dans trente ans.* » Or, avec une trajectoire de réchauffement se situant déjà entre 3 et 4 degrés en 2100, bien au-delà des 2 degrés de l'accord de Paris, une partie du mal est fait. Et le constat cinglant : « *On sait déjà que la vie sur Terre sera plus difficile en 2100* », lâche l'universitaire.

Les climatologues ne disent pas autre chose. « *Les lieux où il fait bon vivre seront moins nombreux* », note Jean Jouzel, évoquant avec une multiplication des événements extrêmes, une tension accrue sur l'eau et la sécurité alimentaire et des terres rendues inhabitables. Même en France, certaines modélisations sérieuses donnent le vertige. Au rythme actuel, les records de

températures pourraient ainsi atteindre... 55 degrés dans le nord du pays et dans l'est, dès la seconde moitié du siècle. « *Le monde de demain sera très différent de celui que nous connaissons. Et à relativement court terme, insiste Hervé Le Treut. Il sera bientôt trop tard pour dévier de notre trajectoire vouée à l'échec, et le temps presse* », avaient alerté plusieurs milliers de scientifiques dans un vibrant appel lancé fin 2017, au moment de la COP23 à Bonn. « *La Terre, rappelaient-ils, est notre seul foyer.* »

Les énergies renouvelables et le théorème du clou

Par Michel Gay. 2 mars 2017 , Contrepoints.org

Sous l'influence de la répétition de slogans, l'intelligence et l'esprit critique finissent par rendre les armes. Le conditionnement s'installe. C'est le théorème du clou. Celui-ci est observable dès qu'on parle d'énergies renouvelables.

Formatée par des messages si inlassablement repris que leur pertinence n'est plus remise en question, l'opinion hexagonale ne doute pas de l'impérieuse nécessité d'implanter massivement éoliennes et panneaux solaires, en substitut d'un nucléaire honni via les mêmes processus répétitifs et anesthésiants.

Dans un énoncé simple, le « théorème du clou » stipule que, frappé sans relâche, un clou ne remonte jamais...

Marteler sans cesse

Ainsi, marteler sans cesse la conscience de nos concitoyens avec les mêmes messages ciblés et manichéens, permet d'y inculquer subrepticement des idées simples et fausses qui servent de repères, voire de bases de raisonnement.

Sous ce processus répétitif, l'intelligence et l'esprit critique finissent par rendre les armes. Le conditionnement s'installe.

Par exemple : « *il faut développer les énergies renouvelables* ». Ce message répété à l'envi est devenu un tel mantra qu'aucun candidat à une élection ne peut manquer d'y faire non seulement référence, mais allégeance.

Peu en souligne la pertinence, ni les limites. La nécessité de développer les énergies renouvelables pour la production électrique en France, est pourtant, pour le moins, sujette à caution. Pourquoi ? Pour qui ?

Pourquoi des énergies renouvelables ?

Pour soutenir ce développement, de nombreuses raisons sont invoquées par les promoteurs des énergies renouvelables intermittentes (EnRI) : « *le remplacement du nucléaire jugé dangereux, la substitution aux combustibles fossiles émetteurs de CO2, la performance économique, l'indépendance énergétique,...* »

Pour certains, l'énergie nucléaire serait diabolique et aucun argument ne peut y faire pièce.

Pourtant, il est matériellement impossible de remplacer une énergie programmable et pilotable, telle que le nucléaire, par une énergie aléatoire et intermittente, sans lui adjoindre un moyen de secours souple. Ce dernier, compte tenu de la performance des EnRi et à puissance installée égale, produira à la place de l'éolien les trois quarts du temps, et du solaire les neuf dixièmes du temps !

L'indépendance énergétique en danger

Un tel schéma de réduction du nucléaire en France conduirait à devoir reconstituer un parc de centrales à gaz (voire au charbon). Adieu donc à la belle performance du système électrique actuel qui, à 95%, ne produit pas de gaz à effet de serre.

Même souci pour l'indépendance énergétique et économique. Le gaz et le charbon sont totalement importés, ainsi que les panneaux solaires et les éoliennes.

Réponse du berger renouvelable à la bergère atomique : « *le nucléaire est totalement dépendant des importations d'uranium* ». C'est vrai, sauf que, largement réparti sur la planète, le risque de déficience des producteurs d'uranium est mince, et que les réserves en combustibles sont de plusieurs années en France.

Par ailleurs, la part du minerai d'uranium est faible dans la quantité d'électricité produite (moins de 100 grammes par Français et par an), et dans son prix de vente (1%).

Pour mémoire, seul un gramme d'uranium est fissionné par Français et par an pour produire 75% de sa consommation d'électricité.

La question du nucléaire

Autre antienne incontournable : « *Le nucléaire produit des déchets à vie longue dont on ne sait pas se débarrasser* ».

Prétendre qu'il n'y a pas de solution est inexact, et la quantité de déchets est particulièrement faible au regard de l'énergie produite. Les opposants devraient plutôt dire qu'ils n'acceptent pas les solutions proposées, car c'est leur ôter un argument contre le nucléaire.

Une autre affirmation contestable: « *Le nucléaire est de plus en plus cher quand les prix des renouvelables baissent chaque jour* ». Cette assertion ne compare pas le même service électrique rendu.

Le nouveau nucléaire et le durcissement des normes a effectivement conduit à faire évoluer certains des équipements existants et à en ajouter d'autres qui ont accru le coût de la production nucléaire.

Le coût du kW installé éolien baisse, à cause de l'augmentation des puissances unitaires et celui du solaire PV à cause de la performance des capteurs. Mais les limites basses sont presque atteintes.

Mais surtout, le coût de production de ces EnRi doit inclure celui du soutien « thermique » nécessaire pour pallier leur intermittence, ainsi que celui des multiples raccordements aux réseaux existants.

Globalement, le kWh nucléaire, même grevé de toutes ses servitudes de l'amont et de l'aval,

reste largement compétitif.

L'énergie électrique au regard des besoins

Toutefois, le plus important est de considérer l'énergie électrique effectivement produite par les EnRi au regard des besoins. Durant les mois de novembre et décembre 2016, la couverture par les EnRi (éolien + solaire) a été de moins de 4% des besoins. Cette contre performance n'a pas empêché leurs partisans de présenter cette contribution comme ayant évité le black-out du réseau. Ceci est parfaitement inexact, les apports se faisant au bon gré du soleil et du vent et non en fonction des besoins. Par contre, il est juste de dire que l'énergie produite alors, a permis d'économiser, en proportion, gaz, charbon et fioul. Mais à quel prix ?

Quant au démantèlement des réacteurs et des usines du cycle, l'opinion est désormais convaincue : « *qu'il s'agit d'un exercice technique extrêmement délicat et d'une bombe financière à retardement* ». Nos politiques ont affirmé qu'en fermant Fessenheim, les tâches de démantèlement des installations pourraient occuper une force de travail équivalente à celle des personnels du site, préservant ainsi l'emploi local.

Rien n'est vrai dans une telle présentation.

Il est étonnant qu'à l'ère où l'esprit critique est célébré, « des idées toutes faites » continuent leur chemin sans être remises en cause. Les méfaits du « théorème du clou » se répandent.

Malheureusement, cette passivité est fort dommageable pour les Français puisqu'elle permet l'avancée d'options qui malmènent l'économie et l'écologie.

Accélération de la fonte de l'Antarctique ces 5 dernières années

Par [Johan Lorck](#) le juin 17, 2018

Les pertes de glace de l'Antarctique ont triplé depuis 2012, augmentant le niveau global de la mer de 3 millimètres, selon une nouvelle évaluation de la NASA et de l'ESA (Agence spatiale européenne).

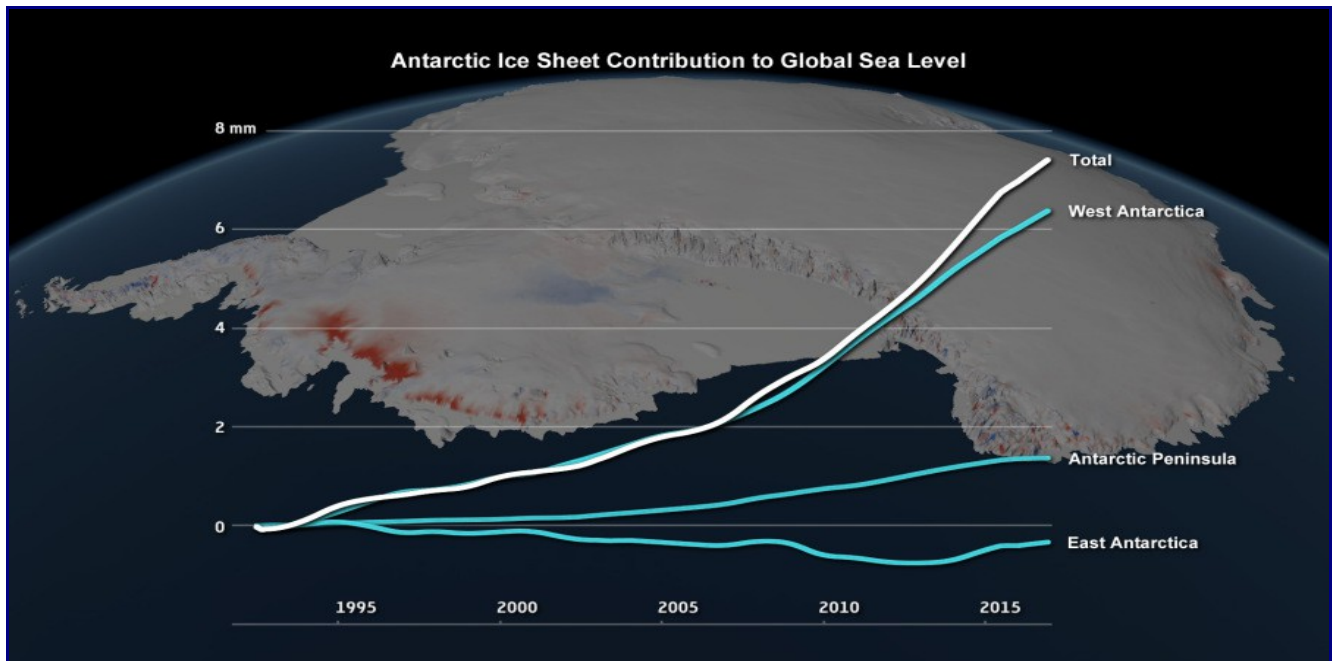
Selon une [nouvelle étude](#) publiée dans la revue *Nature*, les pertes de glace de l'Antarctique depuis 2012 font augmenter le niveau de la mer plus rapidement qu'au cours des 25 dernières années. Le continent blanc est responsable d'une hausse de 7,6 mm depuis 1992, dont 3mm au cours des cinq dernières années seulement.

Des scientifiques ont pu le déterminer grâce au bilan de masse glaciaire de l'Antarctique qui se veut le plus complet à ce jour. The ice sheet mass balance inter-comparison exercise (IMBIE) a été lancé en 2011 pour concilier les mesures par satellite du bilan de masse de l'inlandsis. IMBIE est une collaboration entre des scientifiques soutenus par l'Agence spatiale européenne (ESA) et la NASA. L'étude combine notamment des estimations tirées de l'altimétrie (mesure de l'altitude d'une région donnée) et de la gravimétrie (mesure de la pesanteur).

Par rapport au précédent bilan IMBIE 2012, la nouvelle analyse rassemble un plus grand nombre de participants, intègre des améliorations dans les capacités d'observation ainsi qu'une

meilleure capacité à évaluer les incertitudes. Ce dernier bilan IMBIE combine 24 enquêtes tirées des satellites (ICESat, GRACE, CryoSat-2), impliquant 80 scientifiques issus de 42 organisations internationales.

L'équipe a examiné le bilan de masse de la calotte glaciaire antarctique de 1992 à 2017 et a constaté que les pertes de glace de l'Antarctique ont fait grimper le niveau global de la mer de 7,6 millimètres, avec une augmentation du rythme ces dernières années. La perte de glace du continent a été multipliée par trois depuis 2012. Les scientifiques l'attribuent à une fonte accrue dans l'Antarctique occidentale et la péninsule antarctique, ainsi qu'à une croissance réduite de la calotte glaciaire de l'Antarctique de l'Est.

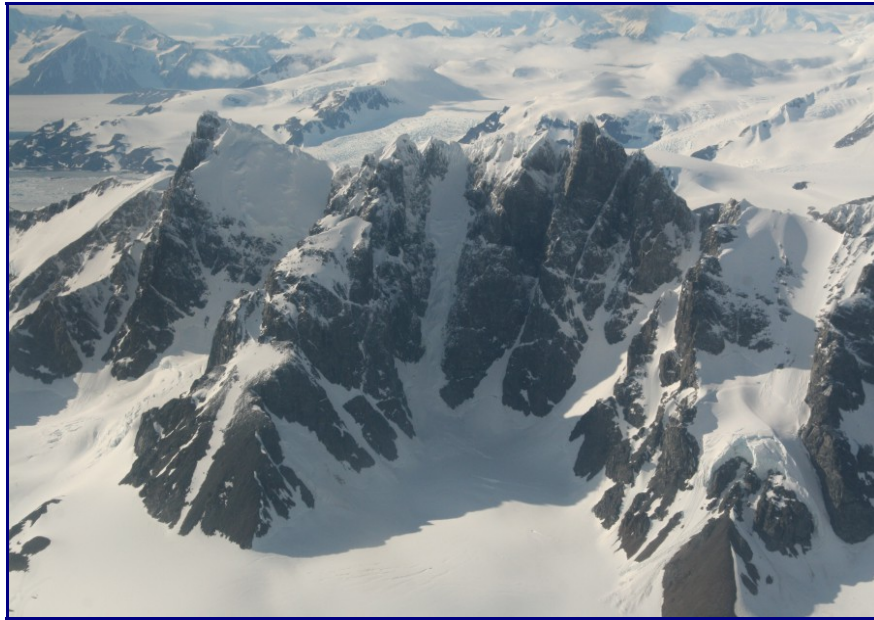


Contribution de l'Antarctique au niveau de la mer. Crédit: IMBIE/Planetary Visions.

Avant 2012, la glace diminuait à un rythme constant d'environ 76 milliards de tonnes métriques par an, contribuant à environ 0,28 millimètre par an à l'élévation du niveau de la mer. Depuis 2012, la quantité de glace perdue par année a triplé pour atteindre 219 milliards de tonnes, ce qui équivaut à environ 0,6 millimètre d'élévation du niveau de la mer par an.

L'Antarctique de l'Ouest a connu la plus grande variation récente, avec une perte de glace de 53 milliards de tonnes par an dans les années 1990 à 159 milliards de tonnes par an depuis 2012. Avec une contribution majeure des grands glaciers de Pine Island et de Thwaites, qui se retirent rapidement en raison de la fonte induite par l'océan.

À l'extrémité nord du continent, l'effondrement des plateformes de glace de la péninsule antarctique a entraîné une perte de 25 milliards de tonnes de glace par an depuis le début des années 2000. Pendant ce temps, l'Antarctique de l'Est est resté relativement équilibré au cours des 25 dernières années, avec un gain moyen de 5,5 milliards de tonnes de glace par an.



La péninsule antarctique vu des airs : bien que les montagnes soient recouvertes de neige et de glace, les mesures nous indiquent que cette région perd de plus en plus de glace. Crédit : Pippa Whitehouse, Université de Durham.

La contribution potentielle de l'Antarctique à l'élévation globale du niveau de la mer à partir de sa banquise est presque 7,5 fois plus importante que toutes les autres sources de glace terrestre dans le monde réunies. Le continent stocke suffisamment d'eau gelée pour élever le niveau global de la mer de 58 mètres si elle devait fondre complètement.

La mission GRACE-FO et le lancement prochain de Ice, Cloud et Altitude Satellite-2 (ICESat-2) doivent permettre de poursuivre le travail d'évaluation de la calotte de glace de l'Antarctique.

Température mondiale : +0,353°C en juin 2018

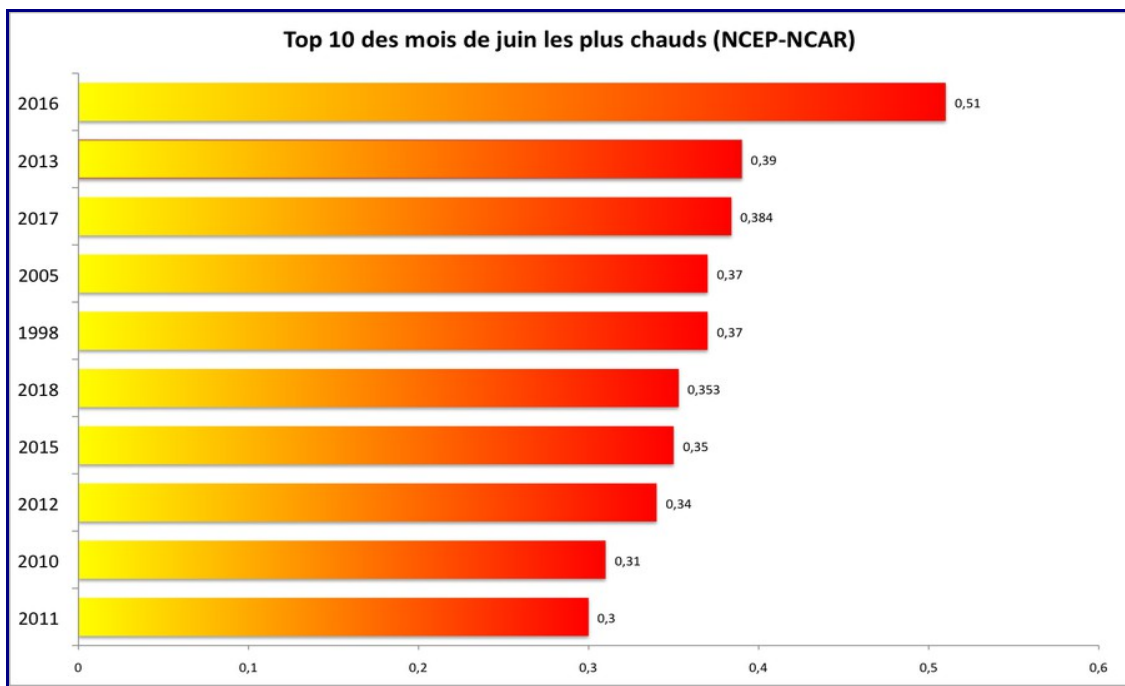
Par [Johan Lorck](#) le juillet 2, 2018

Avec +0,353°C au-dessus de la moyenne 1981-2010, juin 2018 est le 6e plus chaud des archives NCEP-NCAR.

Les réanalyses comme NCEP-NCAR intègrent de multiples observations dans un modèle permettant de suivre quasi quotidiennement l'évolution du climat. Les données sont donc immédiatement disponibles, contrairement aux bilans mensuels des stations au sol. Les réanalyses permettent ainsi de se faire une idée des futures annonces des agences comme la NASA, la NOAA et le Met Office qui ne sont pas faites avant le milieu du mois suivant (en l'occurrence à la mi-juillet).

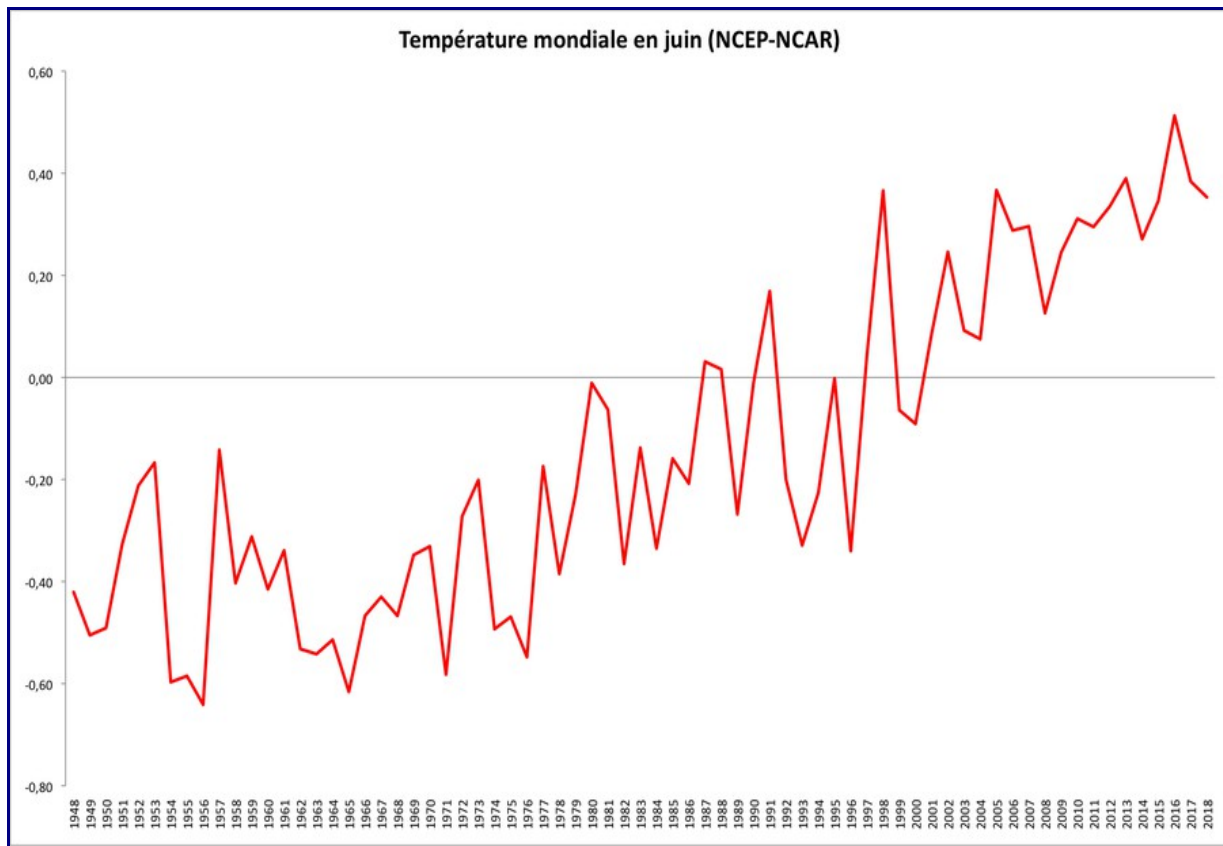
Le top 10 des mois de juin les plus chauds

Avec +0,353°C au-dessus de la moyenne 1981-2010, le mois de juin 2018 est le 6e plus chaud des annales NCEP-NCAR. Pour le mois de juin, la tendance est de +0,13°C par décennie depuis 1948 et de +0,20°C depuis 1988.



Top 10 des mois de juin les plus chauds depuis 1948. D'après NCEP-NCAR.

On peut voir ci-dessous l'évolution de la température mondiale en juin depuis 1948.

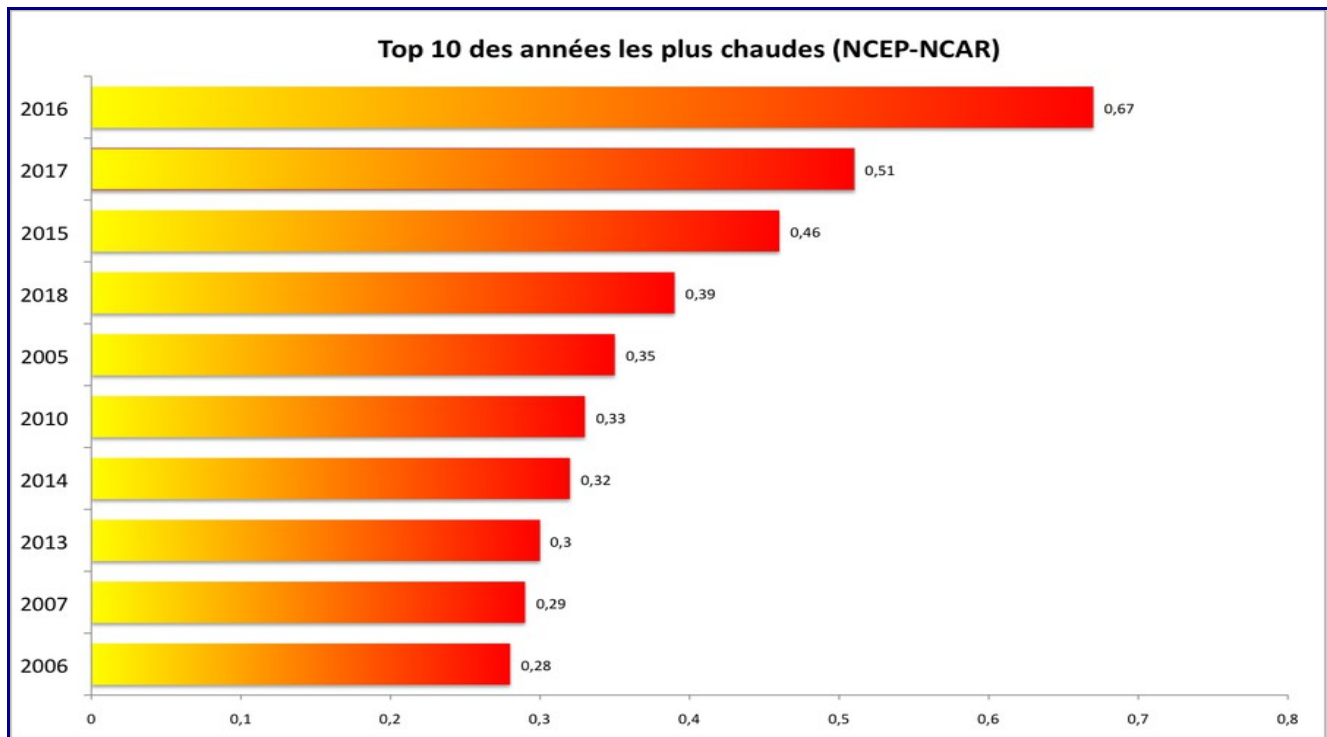


Anomalies de température mondiale en juin par rapport à la moyenne 1981-2010. D'après NCEP-NCAR.

2018 au 4e rang à mi-parcours

Le bilan est provisoire puisque l'on compare ici janvier-juin 2018 à des années complètes. En raison des conditions La Niña, l'année 2018 ne se situe pour l'instant qu'au 4e rang. Les températures de surface de la mer dans la région Niño 3.4 du Pacifique sont en train remonter et sont repassées dans le positif d'après les derniers relevés hebdomadaires. Peu d'impact encore sur la température globale et les prévisions du modèle NCEP CFSv2 pour les prochaines semaines annoncent une baisse de l'anomalie globale.

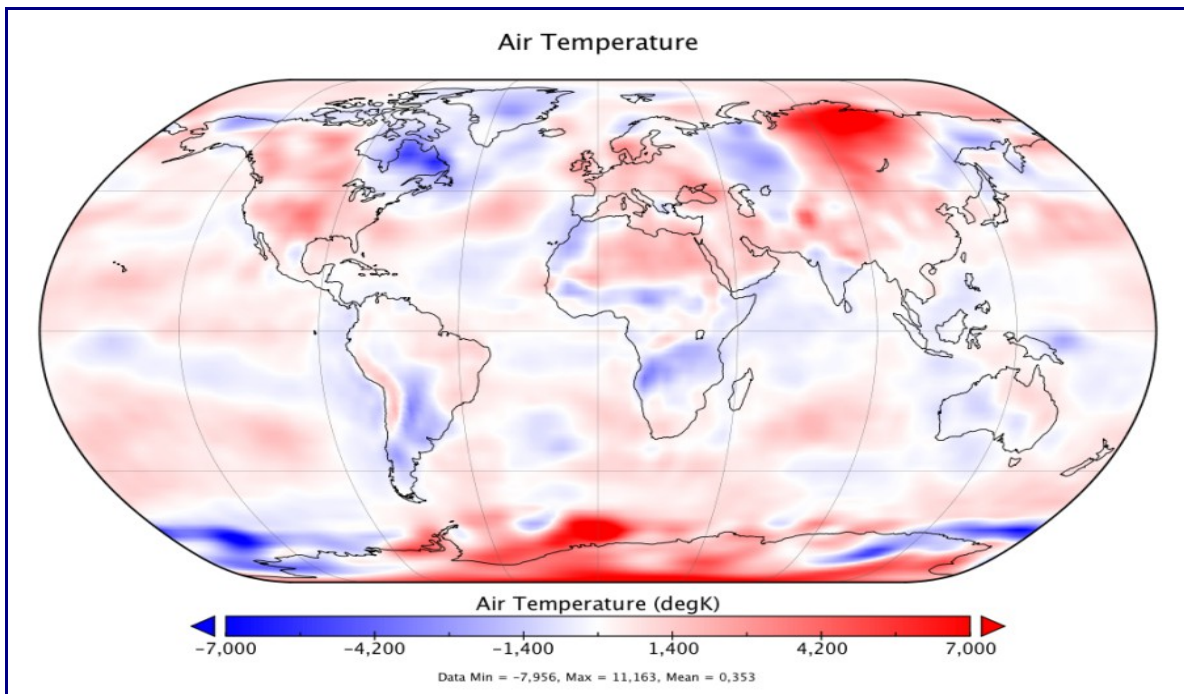
Il y a un décalage entre les températures de surface dans le Pacifique et la moyenne globale et une véritable remontée des températures interviendrait plutôt fin 2018 et surtout début 2019 à la faveur d'un éventuel El Niño, d'après les prévisions du modèle NCEP CFSv2. Les modèles tablent pour +0,8°C fin 2018 dans la région Niño 3.4, donc légèrement au-dessus du seuil El Niño (+0,5°C). Pour janvier-février-mars 2019, la prévision des modèles est de +1°C dans la région Niño 3.4.



Le top 10 des années les plus chaudes. 2018 est limitée à janvier-juin. D'après NCEP-NCAR.

Les anomalies régionales en juin 2018

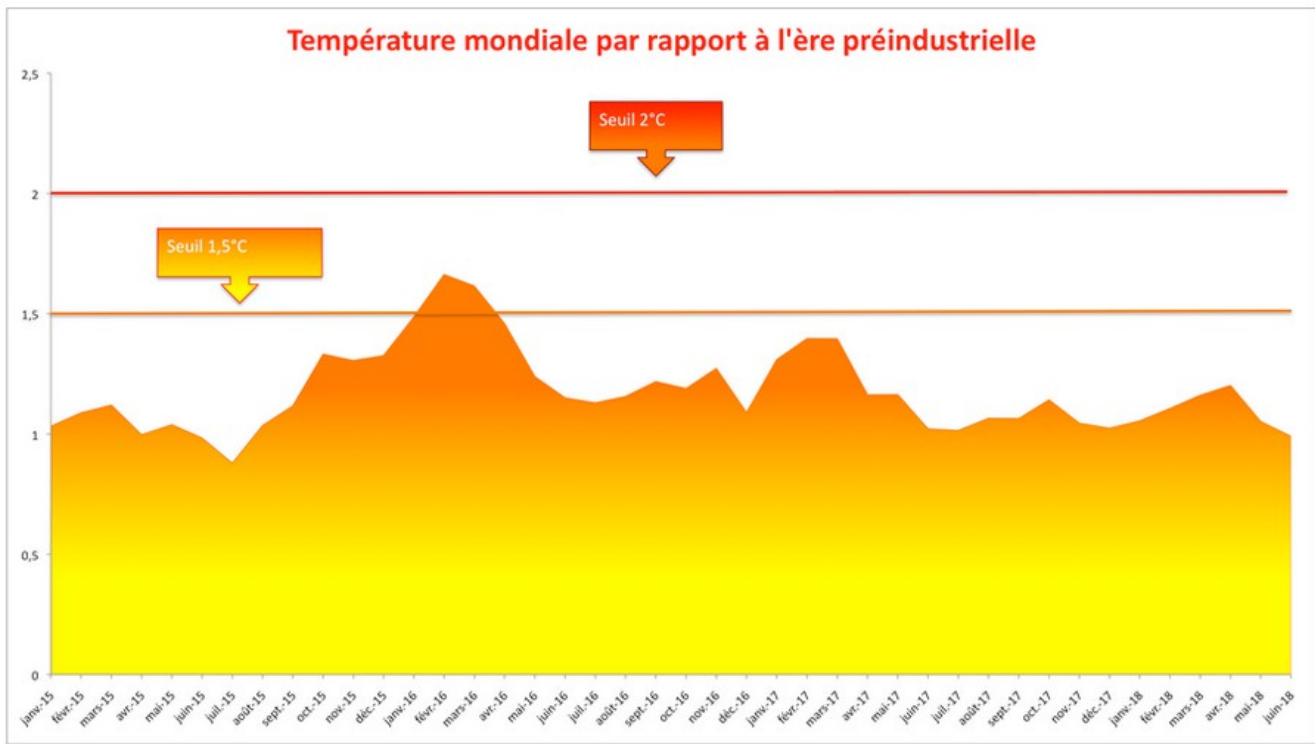
C'est toujours l'Antarctique qui tire la moyenne vers le haut avec des anomalies supérieures à +6°C dans certaines régions. Des températures supérieures aux normales de saison ont été relevées en Europe et aux Etats-Unis, comme en mai. L'est du Canada et le Groenland suivent la tendance du mois dernier avec des anomalies négatives.



Carte d'anomalies pour le mois de juin 2018.

+0,99°C en juin 2018 par rapport à l'ère préindustrielle

On peut remonter plus loin dans le temps, en utilisant les archives de la NASA, et en retenant comme base la période 1880-1899 (représentative de la période préindustrielle). L'anomalie est de +0,99°C en juin 2018, donc sous l'objectif le plus ambitieux de la COP 21 (+1,5°C).



Congo : des parcs naturels classés ouverts à l'exploitation pétrolière

Mr Mondialisation 3 juillet 2018



Visiblement, même les zones protégés, et donc théoriquement préservés des exploitations industrielles, doivent faire profil bas devant l'avidité des pétroliers et le manque de courage de la part des dirigeants. Après le Congrès américain, qui autorisait l'exploration pétrolière et gazière au sein de l'*Arctic National Wildlife Refuge* » en décembre dernier, c'est au tour de la République démocratique du Congo d'envisager des activités extractives dans deux parcs naturels classés à l'Unesco, selon un document ayant fuité la semaine passée.

Ce qui est fait peut être défait : trois espaces protégés légalement, [l'un aux Etats-Unis](#) et [les deux autres en République démocratiques du Congo](#), pourraient voir arriver les pétroliers d'ici quelques mois. Dans chacun des deux pays, les représentants politiques ont manifesté leur volonté de prendre des décisions allant en ce sens. D'aucuns seraient tentés de dire que c'est **un échec des politiques visant à protéger certains espaces des avidités industrielles** par le droit.

Une biodiversité unique menacée

En République démocratique du Congo, ce sont **deux parcs naturels classés au patrimoine mondial de l'Unesco qui sont concernés**. *Le Virunga* – dont 172 075 hectares soit 21,5% de sa surface totale du parc sont menacés – et *le Solonga*, pour lesquels les chiffres ne sont pas encore disponibles. Les réserves sont estimées à « **6,758 milliards de barils avec les recettes budgétaires additionnelles de sept milliards de dollars** ». Difficile d'y résister. Le 3 mai dernier, l'ONG *Global Witness* avait révélé qu'une commission interministérielle chargée par **le gouvernement étudiait le déclassement partiel de ces deux réserves**. Ces espaces abritent pourtant une faune et une flore exceptionnelles, d'où leur classement parmi les parcs nationaux et les sites de l'Unesco. Selon l'ONG *Global Witness*, « *le parc de la Salonga abrite près de 40 % de la population mondiale de bonobos, tandis que celui des Virunga constitue un habitat vital pour de nombreuses espèces protégées, les hippopotames, les éléphants et certains des derniers gorilles des montagnes au monde* ».

Ce projet intervient quelques mois à peine après une décision de même type prise par les États-

Unis le 20 décembre dernier. Le Congrès américain autorisait alors l'exploration pétrolière dans l'*Arctic National Wildlife refuge*, **l'une des plus vastes réserves naturelles d'Alaska** (78 000 km²), près de 40 ans après son classement en 1980. Ici aussi, c'est la promesse de l'or noir qui a guidé la chambre : **on estime que le sous-sol de cette région recèlerait environ 7,7 milliards de barils de pétrole**. Désormais se sont 6 070 km² de la plaine côtière qui pourraient bien voir arrivés les immenses foreuses. Le ton est donné : pour perpétuer notre modèle économique global, **il faudra sacrifier jusqu'au dernier espace naturel**, officiellement protégé ou non.

Pressions sur le marché du brut

La convoitise pour l'or noir s'explique par **la raréfaction globale de la ressource** (qui se matérialise notamment par la baisse du [taux de retour énergétique](#)) et les tensions nationales ou internationales dans certains pays ou régions producteurs, notamment au Venezuela et en Iran. Entre 2017 et 2018, **les cours du brut ont augmenté de 45 %, passant de 45 à 80 dollars**, faisant même planer les craintes d'une nouvelle crise économique globale, comme en témoigne une note de [la banque Natixis](#). Rappelons que **la consommation mondiale de pétrole représente 97,4 millions de barils de brut par jour**.

Dans ce contexte, et alors que **le pétrole est toujours le principal moteur de l'économie mondiale**, il n'est pas étonnant de voir certains pays redoubler d'efforts pour assurer leur approvisionnement, **oubliant la menace climatique au profit d'intérêts économiques de très court terme**. En dépit des multiples alertes des scientifiques et bien que les énergies renouvelables se développent, non sans effets secondaires, **les émissions de gaz à effet de serre continuent de progresser**. [Le dernier rapport](#) de l'agence internationale de l'énergie est d'ailleurs bien sombre. D'ici 2040, les émissions de gaz à effet de serre devraient augmenter de 5 % et la demande en énergie devrait faire un bond en avant de 30 % sur la même période. Des perspectives particulièrement inquiétantes pour l'environnement. Mais, en dépit de la situation, **il n'est pas l'heure de baisser les bras pour les militants écologistes**.

Solaire: la Chine pourrait faire trébucher le marché mondial

[Frédéric Schaeffer](#) Le 03/07 2018 [Les Echos.fr](#)



En 2017, la Chine a installé 53 gigawatts en solaire, soit plus de la moitié des nouvelles capacités dans le monde. Et déjà cette année, autour de 10 gigawatts ont été ajoutés. - Xu Yu/XINHUA-REA

Pour freiner la surchauffe du secteur solaire, Pékin a décidé, sans préavis, de ne plus accorder d'autorisations de mise en service. Une étude estime que le marché mondial pourrait reculer de 3 % cette année.

L'initiative est rarissime en Chine. Dans une lettre ouverte, onze des principaux acteurs chinois de l'industrie photovoltaïque appellent conjointement le gouvernement à la retenue. Au coeur de leurs préoccupations, la décision des autorités chinoises de tailler drastiquement dans ses subventions en faveur de la production d'électricité solaire. Annoncée le 1^{er} juin, cette décision a pris tout le monde de court et pourrait avoir des conséquences rapides sur le marché mondial : selon le scénario le plus pessimiste d'une étude de Bloomberg New Energy Finance (BNEF), les mises en service de panneaux solaires pourraient baisser de 3 % dans le monde cette année, à 95 gigawatts.

Dans un communiqué publié par la Commission nationale du développement et de la réforme (la « NDRC »), le ministère des Finances et l'administration nationale de l'énergie, Pékin a décidé, sans préavis, de fortement réduire les tarifs d'achat réglementés pour les nouvelles installations et de ne plus accorder d'autorisations de mise en service jusqu'à la fin de l'année.

L'expansion débridée du solaire en Chine a fini par faire peur aux autorités. En 2017, la Chine a installé 53 gigawatts en solaire, soit plus de la moitié des nouvelles capacités dans le monde et l'équivalent de la puissance d'une cinquantaine de centrales nucléaires. Et déjà cette année, autour de 10 gigawatts ont été ajoutés. Quelques années auront suffi pour que la Chine, premier fabricant mondial de panneaux solaires, abrite aussi le plus grand parc de panneaux au monde : dépassant son objectif de production d'énergie solaire de 2020, elle dispose aujourd'hui d'une capacité installée proche de 130 gigawatts, largement supérieure aux 60 gigawatts des Etats-Unis ou des 46 gigawatts du Japon.

Croissance exponentielle

Les opérateurs de réseaux peinent à raccorder toutes ces installations dont certaines ne sont pas forcément pertinentes : *« 70 % des plus grands projets solaires ou éoliens ont été installés en Chine septentrionale, où la demande électrique et les capacités d'exportation sont faibles »*, pointait l'an dernier une étude de BNEF.



A l'annonce des nouvelles règles, les principaux acteurs du secteur (Jinko, Sungrow Power, GCL-Poly, Xinyi Solar...) ont été immédiatement sanctionnés en Bourse. - Jiri REZAC/REA

Surtout, cette croissance exponentielle est devenue extrêmement coûteuse. Financé par une taxe sur la consommation d'électricité, le fonds de développement du renouvelable voit son déficit se creuser à grands pas : il aurait dépassé les 100 milliards de yuans l'an dernier (13 milliards d'euros), selon les analystes. La Chine a donc entrepris de couper dans ses subventions pour freiner les investissements. Cherchant à réduire la dépense publique et à rendre le prix du solaire plus compétitif face au charbon, Pékin a également commencé à expérimenter un système d'enchères inversées : les autorisations de construction sont attribuées aux projets les moins coûteux.

Consolidation à venir

« En arrêtant la surchauffe, Pékin va aussi encourager la consolidation du secteur », avance un industriel. Certains projets étant bâtis sur la base de prix d'achat pluriannuels, leur pérennité est remise en cause. « Les acteurs du photovoltaïque auraient pu prévoir qu'il y aurait des coupes en raison de la baisse de coûts, avec des prix d'équipements dix fois inférieurs à ceux de 2007 », pointe Lin Boqiang, chercheur à l'université de Xiamen dans le « Global Times ».

A l'annonce des nouvelles règles, les principaux acteurs du secteur (Jinko, Sungrow Power, GCL-Poly, Xinyi Solar...) ont été immédiatement sanctionnés en Bourse. Face à l'effondrement à venir de la demande, les fabricants de panneaux solaires se retrouvent en surcapacités et les analystes anticipent désormais une baisse des prix d'un tiers des panneaux. Ironie de l'histoire, cette baisse les rendra plus compétitifs pour attaquer le marché américain. Là où [Donald Trump a décidé en début d'année de freiner leur arrivée](#) en les surtaxant.

Le plastique biodégradable n'est pas du tout biodégradable

6 juin 2018 - La Relève et La Peste

Les plastiques biodégradables apparaissent comme la solution idéale... s'ils étaient réellement biodégradables. Le rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP, United Nations Environment Programme en anglais) révèle une supercherie.

Le plastique biodégradable... la solution idéale au désastre environnemental ? C'est sans compter le gouffre entre le concept marketing et la biodégradabilité effective du produit.

L'ennemi numéro un

8 millions de tonnes de déchets plastiques déversés dans l'océan chaque année selon l'ONU. 1 200 particules plastiques par litre dans les glaces de l'Océan Arctique, montrent les scientifiques de l'AWI. Un [continent de plastique](#) couvrant près de **6 fois la France dans le Pacifique Nord, qui s'accroît de 80 000 km² par an.**

« Le plastique tue plus de 1,5 million d'animaux par an. » alerte [Laurence Maurice](#), de

l'Institut français de recherche pour le développement.

Y a-t-il besoin d'autres preuves que le plastique est l'ennemi numéro un de l'environnement ? Et pourtant, en Europe, 30 % des déchets plastiques sont recyclés, en moyenne. Alors que leur dégradation peut prendre entre 100 et 400 ans, 80 % des sacs plastiques ne sont ni triés ni recyclés.

Une solution en toc

Les plastiques biodégradables apparaîtraient alors comme la solution idéale... s'ils étaient réellement biodégradables. Mais le rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (*UNEP, United Nations Environment Programme en anglais*) révèle une supercherie. Même si le plastique à base de pétrole domine toujours le marché, des plastiques produits à partir de ressources renouvelables se répandent de plus en plus dans nos sociétés. Ils sont commercialisés comme « *biodégradables* » ou « *biosourcés* ».

Cependant, un petit détail nécessaire à leur décomposition n'est pas mentionné... et il fait toute la différence.

« En réalité, la majorité des plastiques biodégradables ne se dégradent qu'à des températures très élevées. Les usines d'incinération répondent à ces conditions mais ça n'est pas le cas dans l'environnement. » explique le rapport.

Certains plastiques biodégradables sont fabriqués à partir de pétrole ou d'une combinaison de ressources pétrolières et biosourcées. Or, « *certaines polymères biosourcés, tels que le polyéthylène (PE) issu du bioéthanol, ne sont pas biodégradables.* »

De plus,

« Même les bioplastiques issus de sources renouvelables telles que l'amidon de maïs, les racines de manioc, la canne à sucre ou la fermentation bactérienne du sucre ou des lipides (PHA) ne se dégradent pas automatiquement dans l'environnement et surtout pas dans l'océan. »

Les impératifs

Dans un contexte où les enjeux environnementaux sont devenus impossible à nier, vendre des produits dit « *écologiques* » est devenu un impératif pour les entreprises de l'agroalimentaire, du textile, et d'autres secteurs économiques. D'où une exploitation du « *bio* », qui est passé d'une production naturelle sans intrants d'origine fossile à un argument marketing.

Pour l'UNEP, « un meilleur étiquetage et une meilleure information des consommateurs sont essentiels. » Ceux-ci doivent être capable de comprendre que le terme « *biosourcé* » fait référence à l'origine de la ressource utilisée pour fabriquer un produit. Il ne désigne en aucun cas la façon dont le produit réagit une fois entreposé dans l'environnement après utilisation.



Les gouvernements ont donc un rôle à jouer. Ils doivent faire en sorte qu'une distinction claire soit faite entre les plastiques compostables industriellement et les plastiques réellement compostables à domicile ou dans la nature. **Il faudrait en outre remédier à une absence de réglementation de plus en plus flagrante, qui autorise une production frénétique de plastique.**

Enfin, les habitudes de consommation peuvent être changées. D'après l'organisation « A plastic planet », 40 % du plastique fabriqué dans le monde sert à l'emballage. Le magasin [Ekoplaza](#) et son rayon alimentaire garanti sans plastique montrent que d'autres alternatives sont viables.

Six matières premières essentielles mettent la transition énergétique en danger

Ludovic Dupin avec AFP, NovEthic.fr 4 juillet 2018

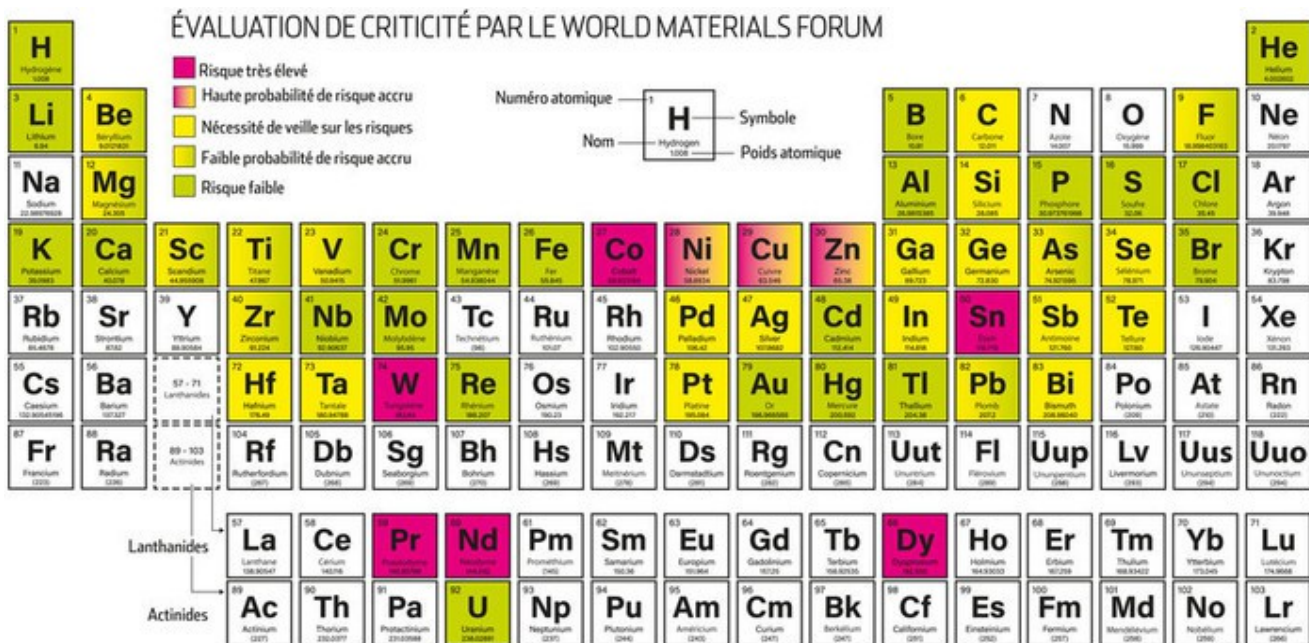
La disponibilité du cobalt, du tungstène, de l'étain, du dysprosium, du néodyme et du praséodyme sont clés pour la transition énergétique à travers la planète. Mais la disponibilité de ces métaux et terres rares est sous tension critique à en croire une étude du BRGM, de McKinsey et de CRU Consulting.



La RDC fournit 50 % du cobalt mondial. Le cours de ce métal a quadruplé en deux ans.
@SamirTounsi/AFP

Fin juin, la France a accueilli à Nancy (Meurthe-et-Moselle) le Forum Mondial des Matériaux (WMF), un "Davos des matières premières". Les experts réunis à cette occasion lancent une alerte. Le BRGM (Bureau des recherches géologiques et minières) et les cabinets Mc Kinsey et CRU Consulting y ont présenté un tableau périodique des éléments (table de Mendeleïev) revisité. Il met en avant les métaux dont l'approvisionnement pourrait devenir critique pour la transition énergétique et numérique mondiale.

Basée sur six critères allant de l'estimation des réserves connues à la possibilité de substitution ou de recyclage du métal, cette analyse classe les éléments selon leur niveau de risque du vert au rouge. Il prend en compte également "risque politique". Le cobalt, le tungstène et l'étain figurent en tête.



Le cobalt sous pression

Sans surprise, le cobalt, au cœur de toutes les convoitises, est classé "rouge". Il est "un ingrédient essentiel des batteries" et la croissance des véhicules électriques fait que le besoin global de ce métal pourrait ne pas être couvert "entre 2025 et 2030", explique Pierre Toulhoat, directeur des opérations du BRGM. En outre, la moitié de l'approvisionnement vient de la République démocratique Congo, ce qui constitue un élément de risque politique, selon l'étude.

En deux ans, le prix de ce métal a quadruplé en raison de la concurrence que se livrent les acteurs de la mobilité électrique et ceux du numérique pour cette matière première. En une décennie, "les 70 ans de réserves actuelles de cobalt tomberont à 25 ans si elles ne sont pas renouvelées", alerte le WMF.

La mainmise chinoise

Selon l'étude du WMF, le tungstène est aussi en situation dangereuse. Ce métal affiche près de 37 ans de réserve, mais 90 % se situe en Chine. De plus, le tungstène intéresse de plus en plus de secteurs, explique le WMF comme la "métallurgie pour des alliages extrêmement

performants pour l'aéronautique et pour la fabrication additive".

L'étain se retrouve dans une situation comparable avec seulement 17 ans de réserves, concentrées sur la Chine, la Birmanie et l'Indonésie. Or, en plus de la transition énergétique, ce métal est également appliqué dans toute l'électronique qui soutient la transition numérique.

En plus de ces trois métaux, trois terres rares sont classées "rouge" : le dysprosium, le néodyme, le praséodyme. Leur nom est trompeur car les terres rares sont très abondantes, mais à plus de 90 % produites par la Chine. Or en 2010, Pékin avait littéralement mis le monde à genoux en réduisant ses exportations de 10 % afin de préserver son industrie et surtout de s'imposer comme seul pays à fixer les cours de cette ressource.

L'automobile doit choisir

Au-delà de ces matières sous tension, il y a des matériaux à surveiller en raison de *"l'incertitude qui règne sur les choix futurs de motorisation et de génération d'énergie"*, explique Victoire de Margerie, vice-présidente du WMF. L'exemple du vanadium est parlant. Ce métal présente des réserves de 250 ans. Mais, selon Pierre Toulhoat, *"il peut y avoir une percée du vanadium pour les batteries redox à flux"*, une technologie prometteuse pour la mobilité.

L'automobile est *"un secteur où il y a encore de grosses incertitudes sur la domination de telle ou telle technologie"*, ce qui impose de *"garder une attention très soutenue sur un certain nombre de métaux qui vont percer plus ou moins, en fonction des technologies"*, a ajouté le responsable du BRGM.

Bien sûr, des alternatives existent à ces matières premières. La principale est le recyclage des matières usagées. Mais le coût reste encore souvent supérieur aux matériaux extraits des mines. Quant aux taux de recyclage, ils sont très variables. Si plus de 50 % de l'aluminium et plus de 30 % du cuivre sont recyclés, moins d'un tiers des terres rares l'est.

CAUSE TOUJOURS...

5 Juillet 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND



[La question de l'effondrement](#) titille visiblement le premier ministre. Sans que cela entraîne la moindre inflexion.

Parce que sa politique menée, elle, nous propulse tout droit dans l'effondrement.

Notamment le libre échange. 3 Pays seulement, ont profité de la mondialisation, à savoir, la Chine, le Japon et l'Allemagne, suivis de quelques comparses, comme Corée du Sud, Taïwan, Canada, Suède, et quelques autres. Mais sans avoir dépassé un certain stade de parasitisme. Qui peut déceimment avouer que le "modèle" Irlandais est viable à long terme ???

C'est effectivement l'état de dépendance à l'égard du reste du monde qui donne la viabilité à moyen/long terme d'un pays. Les pays massivement importateurs n'ont aucun avenir s'ils ne se réforment pas, et les pays massivement exportateurs, non plus.

Il parait que Trump aurait proposé à Macron la rupture de l'union européenne, de l'euro, etc... Sans doute peut on croire cette affirmation. Et la véracité de celle-ci se verra bientôt. Comme le KGB naguère saborda le pacte de Varsovie et renversa les régimes communistes qui ne voulaient pas se mettre au pas, la CIA sabordera l'union européenne. Ils ont assez d'agents pour le faire.

[Sannat en parle dans un de ses articles](#), avec des contre-vérités étonnantes. Si, en 1941, les USA avaient une flotte, celle qui remportera la bataille de Midway 6 mois plus tard, une industrie et une armée.

La loi prêt bail date de 1940 et avait relancé encore plus l'industrie militaire, déjà relancée en 1939 (loi cash and carry).

La loi prêt bail fournissait un flot de matériel à la Grande Bretagne.

Votée en mars 1941, étendue à la Chine en Avril et à l'URSS en octobre, elle complétait le réarmement en cours (le budget militaire était passé de 2 milliards à 10).

De plus, l'armée fédérale avait la possibilité d'intégrer les gardes nationales des états, ce qu'elle fit dès juin 1940.

Début 1942, l'US navy disposait de 55 sous marins, 80 destroyers, 20 croiseurs, 4 porte-avions, 3 navires de ligne. Ce n'est donc pas une absence de marine. Avant cela, la flotte du pacifique avait largement été ponctionnée pour fournir l'aide prêt bail (notamment de 50 destroyers) à la Grande Bretagne. En ce temps là, les USA avait de la réelle puissance, en un mot, du gras et du muscle.

La puissance américaine, aujourd'hui, s'est largement volatilisée, et le mode de vie dépend d'importations, qui peuvent être, pour raisons X ou Y, interrompues.

L'effondrement nippon de la seconde guerre mondiale, est du au succès de la guerre sous marine, US, qui aboutit au massacre de 90 % de la flotte de commerce, et l'arrêt total de la machine de guerre nipponne, par l'arrêt des importations. (Tiens, pan dans le libre échange !).

Le rôle des batailles fut secondaire. Les USA d'ailleurs, mirent du temps à mettre au point une stratégie sous marine efficace, ce qui correspond, d'ailleurs, aux 6 mois de succès nippons.

Il est vrai aussi, que quand l'union européenne cessera d'exister, les propositions faites à Macron seront nettement moins alléchantes...

Pour ce qui est des deux batailles de l'Atlantique, celle de 1914-18, et 1939-1945, elles n'auraient jamais eu lieu si la Grande Bretagne avait été plus autosuffisante en denrées alimentaires... Le taux était très bas en 1914 (80 % des denrées importées), et encore bas en 1939 ("seulement", 60 % des denrées importées). La Grande Bretagne, par idéologie, avait fourni de quoi la battre. Il n'y aurait eu aucune raison de lancer une bataille de l'Atlantique, si la dépendance alimentaire avait seulement atteint 20 %.

Pour ce qui est des migrants, on nous dit qu'on en est qu'à l'aube des grandes migrations. Mais cela vaudrait dire que l'Europe reste attractive pendant longtemps encore. Là, j'ai comme un doute très fort. Et puis, le rejet est déjà là, et il ne pourra que grandir. Sans doute, à un moment, on traitera le "problème" des migrations à la mitrailleuse...

L'évacuation (1) : considérations pratiques

Publié par Pierre Templar 2 juillet 2018



Nous débutons cette semaine une série d'articles consacrés à l'évacuation. Dans ce premier volet, nous allons nous concentrer sur certaines considérations pratiques qui en découlent.

Nous passerons en revue les différentes composantes qui pourrait faire d'une telle stratégie une réussite, ou bien un échec.

Le débat fait rage dans le milieu survivaliste. Cet article n'a pas pour prétention d'apporter une réponse définitive, mais d'ajouter ou d'éclaircir quelques concepts qui vous permettront de faire un meilleur choix le moment venu, en fonction des circonstances...

A moins de n'avoir aucune autre possibilité pour échapper à un péril imminent tel qu'une pandémie, une attaque chimique ou bactériologique, ou encore un désordre civil de grande envergure, alors vous ne devriez considérer l'évacuation qu'à la double condition d'avoir un **endroit sûr** où aller et de ne plus être en mesure de défendre votre lieu de vie habituel.

Le fait d'évacuer sans raison majeure, éventuellement sans rien de plus qu'une tente et un sac à dos pour partir dans la forêt comme des millions d'autres, vous laisserait sans abri et en grand danger. Vous n'auriez probablement pas assez de réserves, à moins d'avoir prévu à l'avance la possibilité de vous réapprovisionner en aménageant et entretenant des caches, et emporté un chariot pour transporter leur contenu une fois mises à jour.

Vous ne serez pas capable de vivre dans la nature, et votre niveau de sécurité, à moins de trouver un trou pour vous cacher, serait probablement bien pire.

Tout dépendra en fait de la situation. Gardez à l'esprit que tous les désespérés qui ne se sont pas préparés voudront évacuer, aussi loin que leur réserve en essence leur permettra, le long des axes de communication les plus évidents. Ces gens-là vont devenir de véritables périls mobiles. Le danger ne sera pas seulement dans votre ancien voisinage, mais dans tous les lieux et campements où la foule sera en mesure de se rendre. Il y a de grandes chances pour que vous soyez confronté sur ces routes d'évacuation aux mêmes risques de banditisme, d'embuscade, de vol, de viol et de meurtre que là où vous vivez.

Avant de quitter son lieu de vie, il conviendra donc de mettre en balance les risques de pillage et d'attaques, avec une éventuelle coalition des habitants du voisinage qui aurait un intérêt commun à le défendre. Parce que **le fait que le danger existe aux alentours immédiats de sa maison ne signifie pas forcément qu'on serait incapable d'y faire face, ni que la situation serait meilleure ailleurs...**

Le timing

Si vous avez choisi d'évacuer, tout n'est pas résolu pour autant ; il reste à déterminer le bon moment pour le faire. Si vous vivez à l'année dans une retraite aménagée, alors la question ne se pose pas. Mais si votre plan consiste à battre la campagne pour y arriver suffisamment tôt, alors vous devrez garder un œil sur la situation de manière à être en mesure de prendre une telle décision.

Suivant la nature des événements, vous pouvez miser sur divers niveaux d'avertissements. Pour ce qui est d'un effondrement financier, vous pourriez convenir de signes déclencheurs, comme nous l'avons déjà évoqué dans un article précédent, susceptibles de provoquer le départ vers votre base de repli. S'il s'agit d'un événement soudain, et même à supposer que tous vos équipements soient prêts à être embarqués, alors vous pourriez ne pas être capable d'éviter la cohue. Parce qu'il est probable que même les foules non préparées choisiront aussi de partir sans attendre.

Le problème dans ce cas-là, est qu'une évacuation de masse va bloquer toutes les routes, les principales comme les secondaires. Une fois que les réserves de carburant seront épuisées, les véhicules vont rester bloqués en travers du passage, avec leurs occupants à l'intérieur ou tout autour. Le nombre d'accidents et d'accrochages dus à la précipitation et au stress va grimper en flèche. Dès lors, il ne faudra pas attendre longtemps pour que les désordres civils apparaissent.

Il sera donc bien question de timing et du moment de décider quand évacuer. Si vous n'êtes pas en mesure de prendre la foule de vitesse, alors il vaudrait peut-être mieux attendre. Vous retrouver coincé dans des embouteillages monstres, au milieu de gens non préparés et possiblement armés, vous mettrait vous et votre famille dans une situation extrêmement périlleuse.



Le choix de l'itinéraire

Le choix d'un itinéraire est en relation directe avec le timing. Si vous disposez d'un lieu de repli alternatif où aller en cas de chaos, alors vous devriez soigneusement prévoir et préparer un itinéraire jusqu'à ce lieu qui emprunte les routes secondaires et chemins de traverse. Gardez à l'esprit que beaucoup de gens qui se retrouveront coincés dans le trafic essaieront eux aussi de trouver des routes alternatives. S'ils ne les ont pas étudiées dans le détail, comme vous l'aurez fait à l'avance, alors il est probable qu'ils se trouvent en dehors des petites routes de campagne qui vous mèneront à votre lieu de retraite.

Ce lieu devrait bien évidemment se trouver dans un endroit suffisamment reculé de manière à ce que peu de gens aient l'idée de s'y rendre. Si vous décidez d'attendre jusqu'à ce que le gros de la cohue soit passé, les routes pourraient être moins encombrées, mais elles n'en seront pas moins bloquées par des véhicules en panne ou abandonnés. Et il est probable que la criminalité y soit déjà présente. Choisissez autant que possible des routes qui croisent les grands axes d'évacuation plutôt que leurs parallèles.

La localisation

Une base de repli ne devrait pas être trop éloignée de manière à ce qu'on puisse légitimement espérer la rejoindre en cas d'urgence. Évitez d'avoir à traverser le pays entier, mais gardez-la relativement proche, dans un rayon de **50 à 70 km au maximum**, voire plus près. N'allez pas dans des endroits évidents tels que les parcs nationaux, forêts domaniales ou autres situés aux abords immédiats de grands centres urbains.

Dans l'idéal, votre base de repli ou BAD sera celle que vous aurez prévue et préparée. Si au pire vous ne pouvez la rejoindre, alors choisissez un endroit en chemin quelque peu isolé et difficile à trouver, mais tout de même défendable, dans une zone à faible densité de population.

Procédez à une évaluation sur carte, suivie par une reconnaissance sur le terrain, et recherchez des endroits tels que les petits bois ou les zones forestières qui seront probablement contournés par la foule lorsqu'elle s'en ira. Privilégiez les petites poches de terrain qui sont à l'écart des lignes de communication sur lesquelles les gens se vont se déplacer. Dans l'idéal, après avoir déterminé la meilleure route d'évacuation, vous devriez non seulement parcourir celle-ci pour en assimiler tous les détails, mais également tous les chemins et les voies qui en partent, de manière à savoir où vous poser s'il fallait faire une ou plusieurs escales imprévues.

Si vous avez décidé d'évacuer quelles que soient les circonstances, l'idéal serait d'acheter une terre à l'avance pour la transformer en BAD et d'y aménager une structure (éventuellement souterraine) ainsi que des caches. Le pire des cas serait d'avoir à vous arrêter et camper en cours de route, mais si vous avez mené des reconnaissances préalables et que les lieux vous sont familiers, alors vous aurez de meilleures chances.



L'accès & la dissimulation

Si vous avez à évacuer vers un lieu de vie alternatif, essayez de cacher ce lieu de la vue des autres. Faites-le paraître comme hostile, ou mieux, comme s'il n'existait pas. Pour vous aider dans votre choix, essayez de combiner le maximum des critères suivants :

- Suffisamment éloigné de toute voie de communication,
- Dissimulé de la vue et de l'observation,
- Offrant des couverts en cas de tirs ennemis,
- Offrant une possibilité d'observation d'une éventuelle approche hostile.

A moins que vous soyez un groupe numériquement important et stratégiquement préparé pour se défendre, il vaut mieux ne pas apparaître comme une place forte évidente à la vue des pillards. Assurez-vous que tous les dispositifs de défense que vous aurez installés se trouvent suffisamment en retrait et cachés depuis la route.

Pensez à faire en sorte que votre lieu de vie paraisse négligé et non accueillant, mais sans aller jusqu'au point de le faire ressembler à une potentielle retraite idyllique par le premier groupe qui passe ! Utilisez votre imagination. Si vous avez décidé d'évacuer pour aller camper quelque part, parce que votre lieu de résidence est devenu intenable pour une raison quelconque, alors vous devrez être le mieux caché possible. Choisissez un endroit comme une zone boisée qui ne soit pas une forêt ou un parc national. Trouvez une petite route d'accès peu fréquentée et camouflez vos traces de sortie. Garez tous les véhicules à l'écart de la voie de passage et placez

le camp quelque part dans les bois caché par la végétation ou le terrain.

Rappelez-vous que partout se trouvent des locaux, c'est-à-dire des gens qui vivent sur place, même (et surtout) dans les zones boisées. Assurez-vous de ne pas emménager dans une zone où votre présence serait perçue comme hostile, et ne vous installez pas sur un terrain privé, ou du moins, portant des signes visibles d'occupation ou d'entretien.

Le nombre

Quel que soit l'endroit où vous projetiez de rester, qu'il s'agisse de votre quartier, votre BAD, votre maison de vacances, votre cabane ou votre tente dans les bois, il va falloir mettre en balance l'avantage qui se trouve dans le nombre par rapport aux ressources disponibles. En plus, se réunir avec d'autres après un événement peut être risqué (à qui faire confiance, qui inclure/exclure, comment gérer, etc.). Il ne faut pas en arriver au point de devenir soi-même une partie du problème que l'on veut justement éviter, à savoir la grande masse des réfugiés. À l'inverse, une famille monoparentale aura du mal à survivre tout en assurant une surveillance et une défense adéquates. Elle sera vulnérable à la fatigue, avec le risque d'être surprise et dépassée.

Cela nous ramène aux préparatifs en temps de paix : il est logique de s'organiser comme un groupe avant l'événement, un nombre décent de personnes de confiance qui peuvent se prendre en charge collectivement. C'est l'essence même de la préparation survivaliste. Mais il y a des problèmes accessoires à prendre en considération : qui reste dans la BAD où s'y rend avec vous ? Qui voudra y amener leur fille/petit ami, ses meilleurs copains, la grand-mère et autres ? Où tracez-vous la ligne de démarcation ? Décidez d'un plan et du nombre de personnes à y inclure, mais tracez la ligne quelque part.

Est-ce que votre adolescent a une/un petit ami dont il est très proche et voudra-t-il la/le quitter quand les lumières vont s'éteindre ? Serez-vous prêt à les inclure, peut-être aussi parce qu'ils pourraient bénéficier au groupe ? Mais qu'en est-il de leurs parents - vont-ils laisser partir leur enfant, voudront-ils faire partie du plan eux aussi, et sont-ils des gens aptes à intégrer votre équipe ? Toutes ces questions devront être examinées à l'avance, de manière à faciliter la prise de décision le moment venu.



Les véhicules

Il ne s'agit pas de discuter ici du véhicule idéal ou le mieux adapté pour une évacuation. Le fait est que la plupart des gens n'auront pas d'autre moyen de locomotion que celui qu'ils possèdent lorsque les choses vont tourner au vinaigre. Cela dit, il serait toujours utile d'avoir un véhicule suffisamment puissant pour charrier de lourdes charges, assez grand pour loger les gens et les équipements dont vous aurez besoin, et qui puisse éventuellement servir de bélier contre ceux qui se trouveraient en travers de la route. A ce titre, une remorque serait probablement très utile. Un tel accessoire réduit la mobilité d'un véhicule, mais pourrait s'avérer nécessaire pour porter les équipements et les réserves dans le cas ils n'auraient pas pu être acheminés au préalable vers le point de retraite. D'un autre côté, une remorque rend les manœuvres pour rebrousser chemin très peu pratiques.

Un moyen pour réduire ces inconvénients serait de prendre plus de véhicules, à condition d'avoir suffisamment de chauffeurs sous la main, de manière à pouvoir emporter plus de choses. Cela donnerait aussi d'autres options au cas où l'un d'eux tombe en panne. Les pick-up sont très pratiques pour le transport des équipements, mais des monospace ou des fourgonnettes pourraient être encore mieux !

Un monospace, une fois les sièges arrières rabattus, offre un espace important pour le fret qui est non seulement abrité, mais qui en plus n'est pas particulièrement repérable. L'idéal serait bien entendu qu'un tel véhicule soit aussi tout-terrain, tout en restant le plus "low profile" possible.

Le nombre de véhicules et de personnels qui constitueront le convoi aura aussi un effet sur le potentiel tactique. On peut considérer qu'un seul véhicule ne permettrait d'emporter qu'un nombre extrêmement limité de personnes et d'équipements, tout en ne laissant aucune autre alternative. Si vous avez la chance dans votre famille de posséder deux véhicules, alors prévoyez systématiquement de les prendre tous les deux. Si vous avez la possibilité d'ajouter un véhicule supplémentaire et de disposer d'un chauffeur + un personnel de défense à l'intérieur de chaque, alors n'hésitez pas ! Cela vous permettra de :

1. Disperser le personnel et donc limiter les pertes en cas de destruction d'un véhicule,
2. Augmenter les possibilités au cas où l'un des véhicules vienne à casser,
3. Accroître les options tactiques,
4. Augmenter la capacité de portage, sans avoir éventuellement à utiliser de remorque, ce qui favoriserait la mobilité.



Le Marauder SUV d'Afrique du Sud : 10 tonnes à vide...

Les équipements

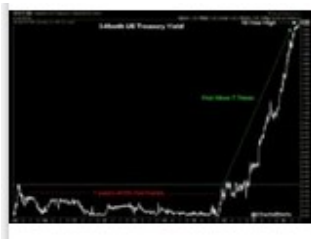
Il ne rentre pas dans le cadre de cet article de traiter du matériel de préparation au grand complet (c'est-à-dire la liste des listes) dans un scénario post-apocalypse. Dans le meilleur des cas, vous aurez acquis les équipements et les réserves nécessaires pour survivre dans votre lieu de prédilection. Si vous ne l'avez pas fait ou si vos préparatifs n'en sont encore qu'à leurs débuts, vous devriez au moins vous concentrer sur les bases suivantes pour vous permettre de survivre, avant de prendre toutes les mesures appropriées pour vous assurer la sécurité, le logement, la nourriture et l'eau. Le but est d'être prêt pour un "raid camping" de grande envergure, tout en étant armé, avec en plus des méchants à vos trousses...

- Armes appropriées pour l'auto-défense tactique.
- Munitions. On ne pourra jamais en avoir assez...
- Equipement de transport de charge pour les armes, les munitions et l'équipement (brelages, gilets tactiques).
- Des vêtements et des chaussures appropriés.
- Sac à dos et sac de transport.
- Matériel de camping : abri, cuisine, sommeil.
- Véhicules, carburant de secours (traité avec un stabilisateur), roues de secours.
- Nourriture: autant que vous pourrez stocker et déplacer si nécessaire.
- Eau : idem.
- Produits chimiques et équipements de purification de l'eau.
- Kit médical et médicaments sur ordonnance.
- Kit de traumatologie.
- Articles de santé et d'hygiène : couches et lingettes pour bébés. Désinfectant pour les mains. Baume à lèvres. collyre. Articles d'hygiène féminine.
- Répulsifs et autres produits chimiques pour éloigner les insectes.
- Antibiotiques naturels ou chimiques.
- Matériel de navigation, cartes / boussole.
- Masques / respirateurs N95. Gants jetables.

- Documents légaux : passeports, pièces d'identité, certificats de naissance, certificats des hypothèque, etc.
- Argent comptant / métaux précieux.
- Outils : machette, hache, couteaux, pelle, pioche, scie (tronçonneuse si possible), etc.
- Trousse à outils pour bricoleur. Des outils d'effraction (pieds de biche, barre-levier).
- Paracorde, Duck Tape, ruban adhésif.
- Lampes de poche.
- Piles de rechange.
- Bougies.
- Briquets jetables.
- Articles à troquer.
- Des articles pour le moral, comme de la musique, des livres, des jeux.
- Tout ce dont vous pensez avoir besoin et que vous pourriez avoir à la maison, à votre lieu de retraite, ou à prendre avec vous.
- Tout le matériel utile pour développer les compétences qui seront utiles après-chaos, comme la construction ou la réparation de choses...

Il est une constante chez les survivalistes de s'inquiéter en premier des équipements. Cependant, **l'itinéraire d'évacuation** est un point capital, en particulier si l'on a opté pour cette stratégie. Sa détermination ainsi que son étude doivent faire l'objet du plus grand soin, aussi aborderons-nous ce thème dans le prochain article...

SECTION ÉCONOMIE



Le rendement à 3 mois US vient d'atteindre un nouveau sommet à 1,98%, soit son plus haut niveau en 10 ans.

Publié le 4 juillet 2018 à 19:01:41 / 0 commentaire / 587 vues

Le rendement à 3 mois US vient d'atteindre 1,98%, soit son plus haut niveau depuis 10 ans. Observez sa progression depuis 2009: juillet '09: 0.17%; juillet...
Lire la suite

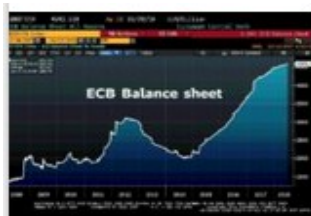


Philippe Béchade: "Depuis le 1er janvier, 40% de la hausse du Nasdaq se fait sur 4 titres ! On ne fait qu'exacerber le phénomène de bulle sur certains titres !!"

Publié le 4 juillet 2018 à 16:00:14 / 0 commentaire / 757 vues

Le face à face a opposé Philippe Béchade, rédacteur en chef de la Bourse au quotidien, de la Chronique Agora, membre des Econoclastes, et Bernard

Aybran, directeur de la... Lire la suite



La taille du bilan de la BCE vient d'atteindre un nouveau sommet historique à 4592,5 milliards d'euros.

Publié le 4 juillet 2018 à 23:58:45 / 0 commentaire / 333 vues

Toujours au travers du programme de quantitative easing (Q.E: 30 milliards d'euros/mois d'achats d'actifs), le total des actifs de la BCE a augmenté de 6,9...
Lire la suite



Aïe !! L'indice de la capitalisation boursière mondiale vient de casser son support à la baisse...



John Embry: "Chacune de ces bulles est sur le point de déclencher une énorme panique sur les marchés mondiaux !"

De Sumer au Bitcoin, histoire de la monnaie et du crédit.

Rédigé le 5 juillet 2018 par [Simone Wapler](#)

Le monde est noyé sous les dettes et une nouvelle crise couve : c'est devenu un constat banal. Mais l'envers de la dette c'est le crédit. Le crédit infini et gratuit n'a jamais été possible par le passé. Notre époque moderne constitue une exception et **le bitcoin une tentative moderne de limitation du crédit** et donc de la dette.

Presque personne (sauf quelques anxieux qui se sont préparés un potager et un bunker avec de l'eau fraîche et de l'or) ne sait comment fonctionne vraiment le système financier actuel.

A la conférence Bitcoin-Biarritz du 7 avril 2018 se côtoyaient jeunes *geeks* et investisseurs avertis plus âgés à la recherche d'informations techniques sur cette chose encore mystérieuse : les cryptomonnaies.

Ce n'est qu'en ayant une idée du passé qu'on peut prendre la mesure de ce que pourrait apporter le bitcoin et la blockchain. D'où cette brève histoire de la monnaie.

EPISODE 1	2
De la nuit des temps à 1 750 avant JC	2
Au commencement était le troc et le crédit (la dette)	2
3 000 ans avant Jésus Christ, Sumer	3
1 750 avant Jésus Christ, Babylone	7

De 1 750 avant JC à 560 avant JC	7
La monnaie d'Etat et les premières escroqueries	7
– 560 avant Jésus Christ, Lydie : première monnaie d'Etat	9
– 560 avant JC : le jubilé naît chez les Hébreux	11
EPISODE 3	13
De -560 à -200 avant JC	13
Platon et Aristote : deux vues sur la monnaie	13
Monnaie, crédit, fiscalité : un triangle indissociable	16
La monnaie selon Platon repose sur un mythe	17
La monnaie selon Aristote doit être une marchandise	18
Les monnaies marchandises en concurrence	19
Monnaie-crédit ou monnaie-marchandise : une différence essentielle	20
EPISODE 4	20
De -200 avant JC à 337	20
L'avilissement de la monnaie métallique.....	20
L'inflation due à la cupidité ?.....	22
L'inflation est due à la perte de confiance dans l'Etat et sa monnaie	23

EPISODE 1 : De la nuit des temps à 1 750 avant JC.

Au commencement était le troc et le crédit (la dette)

Le troc a probablement permis aux premiers bipèdes d'échanger mais pas de commercer de façon étendue.

Le troc est vite limité. Un cuissot de bison contre un silex, mais si j'ai pas besoin d

e sel et non pas de silex ? Et si celui qui a du sel, ne veut pas de mon cuissot de bison ? Le silex prend-il plus de temps et d'énergie à tailler que le bison à être tué ? Mais la chasse au bison est plus risquée. Comment déterminer les bons rapports de valeur entre silex-sel-bison ?

Le troc devient vite un casse-tête inextricable. D'où la monnaie pour faciliter les échanges.

La monnaie peut être soit une marchandise sur laquelle un grand nombre s'accorde, soit un crédit dont l'envers est une dette. Dans ce dernier cas, une autorité supérieure tient les registres de dette.

Imaginons...

« *Crojoli a livré une panoplie de silex aujourd'hui à Cromignon.*

Cromignon doit un cuissot de bison par mois durant deux ans à Crojoli ou ses ayant-droits.

Signé ce jour devant Cromajeur, chef d'Eyzies de Tayac et de ses alentours ».



Cromignon a une dette. Crojoli lui a fait crédit et Cromajeur le grand chef est témoin.

La première monnaie était surtout du crédit (de la dette) comme l'attestent les différentes traces archéologiques.

Signalons pour ceux qui veulent creuser le sujet le livre du militant anarchiste et figure de proue du mouvement Occupy Wall Street, David Graeber : Dette – 5 000 ans d'histoire.

3 000 ans avant Jésus Christ, Sumer

Après divers tâtonnements (céréales, bétails, sel, coquillage, pierres...), les shekels d'argent émergent à Sumer en tant que monnaie.

Innovation géniale que la monnaie pour remplacer le crédit (et la dette) dans les échanges.

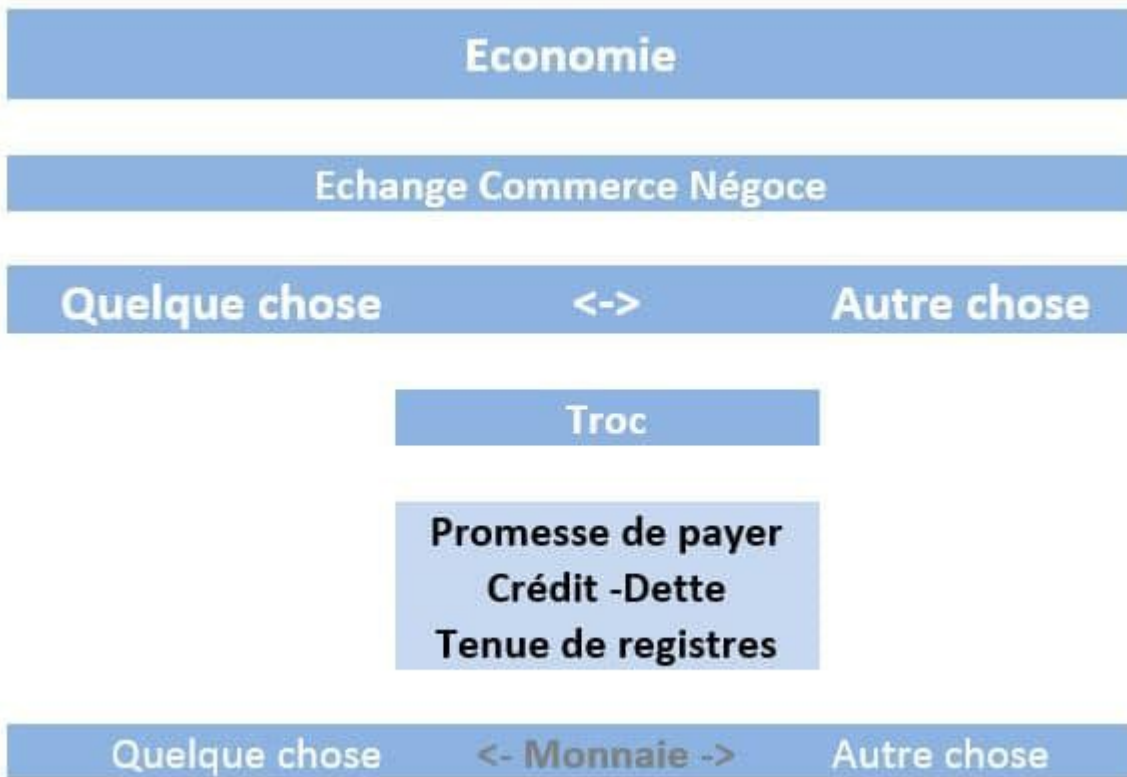
L'économie consiste à échanger quelque chose contre autre chose.

Les gens s'efforcent d'échanger ce qu'ils font le mieux contre quelque chose que quelqu'un d'autre fait mieux qu'eux. C'est ainsi que des accords gagnant-gagnant se nouent.

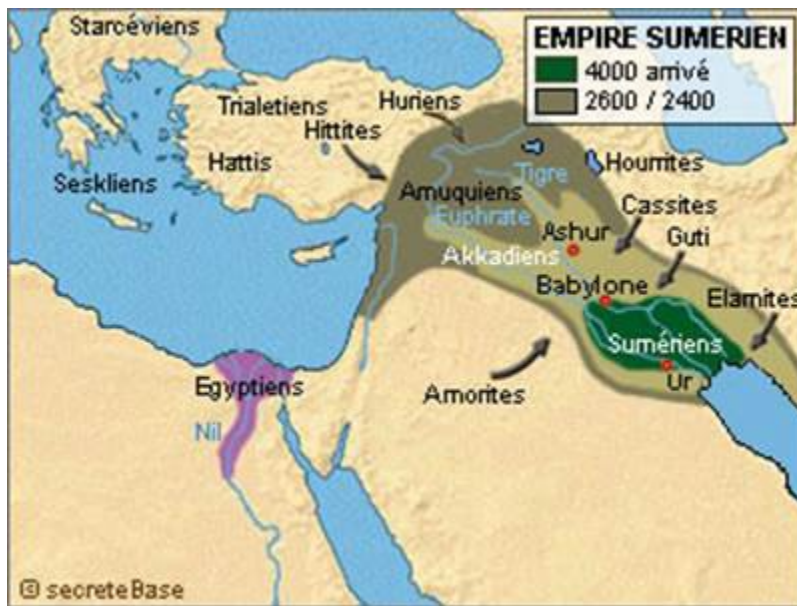
Crojoli est plus doué pour tailler les silex que Cromignon. Cromignon est plus doué pour chasser que Crojoli. C'est pour cela qu'ils contractent. Si Cromignon paie comptant ses silex en monnaie, Crojoli peut stocker son argent et acheter autre chose que des cuissots de bison.

Cromajeur n'a plus besoin d'être témoin et peut se consacrer, en tant que grand sorcier, à développer des rites funéraires sophistiqués.

L'argent-métal est une monnaie anonyme qui s'est imposé de façon empirique, quelque 3 000 ans avant JC, à Sumer, la grande puissance de l'époque.



L'argent-métal est une monnaie anonyme qui s'est imposé de façon empirique, quelque 3 000 ans avant JC, à Sumer, la grande puissance de l'époque.



L'or est alors connu , bien sûr. Il est rare et vaut 60 fois plus cher que l'argent. L'argent, un peu plus abondant, s'est finalement imposé durant la troisième dynastie d'Ur.

Même lorsqu'il n'y a pas de shekels, les scribes consignent des dettes qui sont désormais exprimées en shekels. Vous ne vous débarrassez pas de l'administration et des bureaucrates aussi facilement, même du temps de Sumer...

L'autorité du scribe est limitée dans l'espace. Donc si vous vouliez commercer loin avec votre

caravane, il vous fallait de l'argent.

La transaction en shekels peut-être anonyme. Celui qui reçoit le shekel ne sait pas qui vous êtes et, le shekel n'ayant pas de frappe, de poinçon d'identification, cet acheteur ne sait même pas d'où vous venez.

Voici donc à quoi ressemblait le système monétaire et financier d'il y a 5 000 ans : de l'argent métal et des registres de dettes tenus par des scribes qui comptaient en unité d'argent, le shekel. Les scribes tenaient aussi cette comptabilité pour recouvrer les impôts, car qui dit dynastie et administration dit aussi impôts...

Finalement, ce n'était pas très différent de maintenant. Les registres de dette sont désormais tenus par des banquiers et des banquiers centraux ; le recouvrement des impôts occupe beaucoup de scribes et de personnel administratif qui préfère les registres de dette bien tenus.

1 750 avant Jésus Christ, Babylone

Le code d'Hammurabi voit le jour. La monnaie qui existe en parallèle du crédit est toujours shekels d'argent mais le code d'Hammurabi régit aussi le crédit, la dette et les mauvais payeurs.

Il s'apparente à de la *common law*, c'est à dire un recueil de décisions constituant une jurisprudence dont on dégage des règles. C'est un principe différent du droit français qui s'appuie sur des règles écrites une bonne fois pour toutes et supposées prévoir tous les cas.



Article 117. Si quiconque omet d'honorer une créance pour dette, et se vend lui-même, sa femme, son fils, et sa fille contre de l'argent ou les donne au travail forcé, ils travailleront pendant trois ans chez celui qui les a achetés, et seront libérés la quatrième année.

Ceci est une révolution.

Une remise à zéro de la dette est prévue après quatre ans d'esclavage.

Autrement dit, **la capacité d'endettement est par conséquent limitée à environ quatre années de capacité de travail d'une famille.**

C'est un point très important. Déjà, 1 750 ans avant Jésus Christ, on avait compris que le crédit infini n'était pas possible. Pour limiter le crédit, l'esclavage des mauvais payeurs est donc limité dans le temps.

Le montant de dettes (du crédit) est plafonné par la loi.

Dans ces temps anciens la monnaie était donc de l'argent-métal ou de la dette dont les registres étaient tenus par des autorités supérieures. Assez vite, les autorités ont imposé une limite au crédit afin de limiter l'esclavage (la sanction des mauvais payeurs) et les troubles sociaux qui auraient pu résulter de la mise en esclavage d'un grand nombre par un tout petit nombre.

Nous voici bientôt arrivés à une innovation majeure qui bouleversera le commerce de la Méditerranée : la première monnaie d'Etat.



EPISODE 2 : de 1 750 avant JC à 560 avant JC

La monnaie d'Etat et les premières escroqueries

Nous nous sommes quittés en 1 750 avant Jésus-Christ.

La monnaie est alors shekels d'argent ou dettes mais le montant de dettes (de crédit) ne peut croître à l'infini pour une même famille en vertu du code d'Hammurabi.

Les scribes sont les banquiers centraux de l'Antiquité mais la monnaie d'argent est privée.

Revenons sur l'innovation géniale que constitua la notion de « monnaie ». Il s'agit de quelque chose d'aussi majeur que le feu ou la pierre taillée.

La monnaie – distincte de la dette ou du crédit – est un outil d'échange. L'échange, le commerce, le négoce pratiqués librement et sans contrainte sont source de progrès.

Cette affirmation ne nécessite pas de long développement. Imaginez simplement que vous deviez vivre en autarcie sans pouvoir échanger ce que vous faites de mieux contre ce que d'autres font mieux que vous ... Pas très réjouissant, n'est-ce pas ?

C'est bien pour cela qu'il y a des pâtisseries ou des rôtisseurs, que les pilotes ont une bonne vue et que les accordeurs de piano ne sont pas sourds. Chacun se spécialise et échange avec d'autres spécialistes.

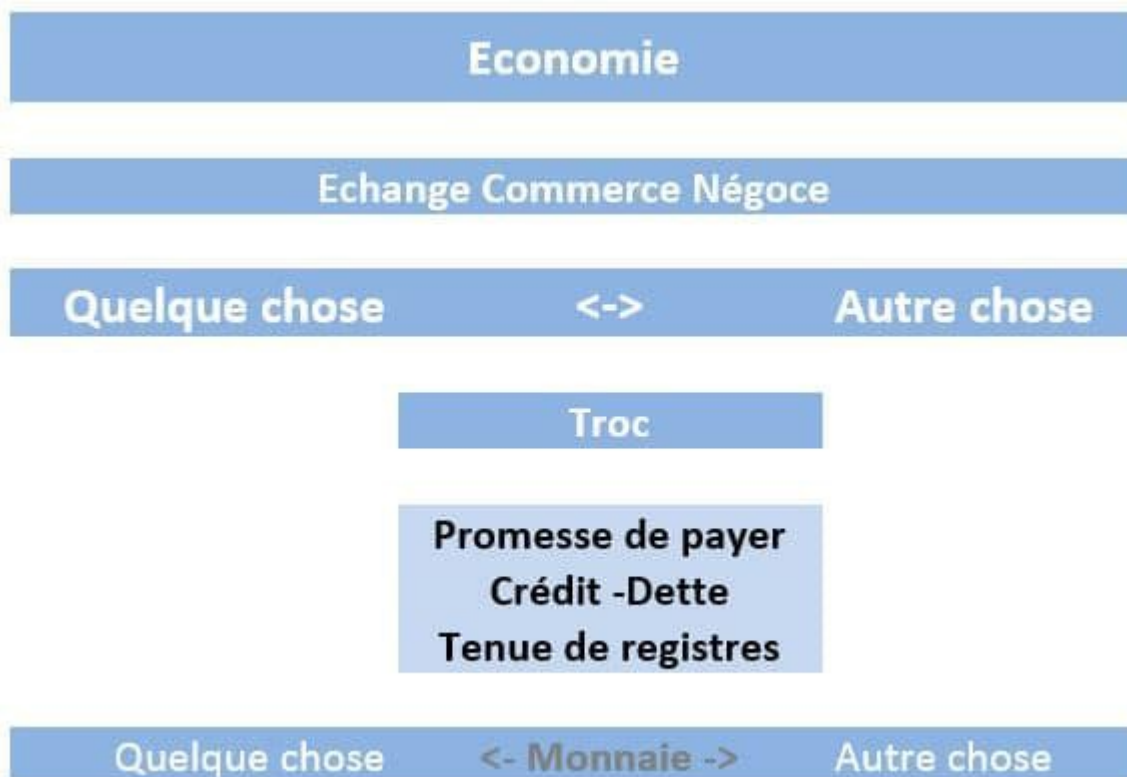
Evidemment, l'échange doit être libre car sinon, il n'est pas source de progrès mais de contrainte voire de violence.

Si Cromagnon vient avec sa grosse massue pleine de silex vous piquer la récolte de votre potager, il n'y a pas de progrès.



Pour un échange libre et sans contrainte, une monnaie honnête est mieux qu'un registre tenu par un scribe.

Reprenons notre schéma de l'économie...



La monnaie n'est pas sortie du cerveau d'un grand planificateur, d'un scribe génial. Nulle trace d'écrit promulguant autoritairement une monnaie. Les shekels d'argent ont émergé naturellement, de façon empirique.

Soit les échanges se réglaient en monnaie, en shekels sonnants et trébuchants.

Soit il fallait passer devant un scribe, grand-prêtre, autorité qui tenait les *registres* de

dettes consignant qui devait à qui et en regard une quantité en shekel.

Ô lecteur sagace, retenez ce rôle capital du *registre* qui est centralisé par une autorité. Nous aurons l'occasion d'en reparler en parlant des « registres » ou *ledgers* du Bitcoin qui apparaîtront 5 000 ans plus tard.

Evidemment, le scribe, grand-prêtre, autorité,... était d'une probité parfaite et ne falsifiait pas les registres. Sauf dans tous les cas ou une autorité supérieure le lui demandait en le menaçant de destitution, bannissement, galère, esclavage, torture.

Aujourd'hui quand un banquier central falsifie un registre de dettes comme nous le verrons, c'est pour notre bien à tous nous dit-on. Mais revenons au passé.

– 560 avant Jésus Christ, Lydie : première monnaie d'Etat

Le fourmillement de ces monnaies privées d'or ou d'argent soulève un problème. Celui qui les accepte en règlement d'une transaction doit pouvoir les vérifier et les comparer. Il faut en mesurer le poids et la pureté de l'argent, réaliser des conversions.

Certaines monnaies de grands marchands ou de pirates étaient réputées et bien acceptées, d'autres moins connues, circulant plus rarement laissaient les marchands perplexes.

Entre en scène Alyatte II, roi de Lydie et père de Crésus.



En Lydie coule la rivière Pactole.

La rivière Pactole charrie des pépites qui sont un alliage d'or et d'argent appelé électrum.

Alyatte II a alors une idée géniale : frapper des pièces toutes identiques de son sceau. Ainsi, les marchands auraient-ils une certitude sur le poids et le titre des pièces négociées.

Alyatte a inventé le premier bureau Veritas et la monnaie d'Etat.



Trité ou tiers de statère lydien

Bien entendu, pour rémunérer son service royal, Alyatte prélève une petite commission et il vend ses pièces plus cher que leur coût de revient.

Le succès de cette première monnaie d'Etat, le statère, est immédiat. Les statères se diffusent largement. Le commerce de la région est en plein essor.

Les marchands abandonnent balances et mesures, les transactions s'accélèrent.

Le succès monte à la tête du fils d'Alyatte II, Crésus. Il a des ambitions et entend mettre sous sa coupe plusieurs cités grecques marchandes. Les impôts tombent, sous la forme de prélèvements et de tributs[1] mais cela ne suffit pas.

Sournoisement, Crésus trafique l'électrum naturel en augmentant la part d'argent. L'électrum naturel comporte près de 75 % d'or. A la fin des petites manœuvres de Crésus, l'électrum artificiel des statères ne comporte plus que 50 à 55 % d'or[2].

Sachant que la valeur relative de l'argent et de l'or était à l'époque de 1 à 10, les profits (mal acquis) du Trésor lydien furent (au début) gigantesques. Toutefois le crime de mauvais monnayage ne payant pas à la longue, inflation et troubles s'ensuivirent. Altérer la monnaie finit toujours mal.

L'affaire se termina donc mal pour Crésus qui fut fait prisonnier par Cyrus, roi des Perses. Ces derniers imposèrent alors leur propre système monétaire en or.

Ce qui n'échappera pas à votre sagacité, cher lecteur, c'est que la première monnaie étatique fut aussi la première à être manipulée par son émetteur qui prétendait en être le garant.

Le faux monnayage officiel consiste toujours à diluer la monnaie. L'État espère ainsi paraître plus riche et cela fonctionne très bien au début.

Ensuite l'illusion se dissipe, les citoyens flairent la supercherie et les prix s'ajustent à la monnaie diluée, ce qui veut dire qu'ils montent. Un signe infaillible de désordre ou

manipulation monétaire est une hausse des prix à l'unisson.

L'État tricheur remonte presque aussi loin que sa main mise sur la monnaie. Le contrôle de la monnaie est indissociable de la fiscalité.

– 560 avant JC : le jubilé naît chez les Hébreux

Monnaie et crédit continuent donc à coexister dans l'Antiquité. L'or et l'argent rares et inutiles s'imposent par l'usage comme monnaies, mais le crédit a toujours cours.

Depuis Hammurabi, en cas de surendettement, les individus débiteurs insolubles et leur famille étaient réduits en esclavage mais la période d'esclavage était limitée à quatre années. Elle était de sept ans chez les Hébreux.

Puisque la durée de vie et la capacité de travail d'un être humain sont limitées, laisser gonfler le crédit sans limite peut conduire à une société d'esclaves contrôlée par quelques nantis ou déboucher sur une extrême violence lorsque les esclaves se révoltent.

Pour limiter ce problème, la loi sumérienne prévoyait de plafonner la période d'esclavage.

Les Hébreux optent pour une autre méthode. Ils instaurent le « jubilé », tous les 50 ans. Cette durée correspond à des chiffres symboliques, les années sabbatiques revenant tous les 7 ans. Cette pratique du jubilé est inscrite dans le Lévitique.

Le jubilé se reproduit tous les 7×7 ans et au 7ème mois de la dernière année.

L'année du jubilé, toutes les dettes étaient remises : les esclaves et prisonniers libérés, les terres hypothéquées ou saisies rendues à leurs propriétaires.

On peut imaginer que les prêteurs se faisaient rares l'année précédant le jubilé. Inversement, les emprunteurs ne devaient pas se bousculer juste après un jubilé sachant que s'ils ne payaient pas, ils risquaient d'être pourchassés leur vie durant.

Un économiste moderne dirait que **le jubilé régule le cycle du crédit**.

Nul besoin de grand planificateur ou de banquier central omniscient pour ce faire. Une règle simple, immuable, prévisible, connue de tous et appliquée à tous suffisait. La solution des Hébreux était élégante.



Cahin-caha, la monnaie et le crédit évoluent en parallèle, connaissent quelques innovations, s'améliorent ou se détériorent.

Le commerce se développe grâce à la monnaie marchandise que sont l'or ou l'argent. Les monnaies d'Etat se multiplient. Les Etats et les Cités qui trafiquent leur monnaie font faillite. L'esclavage reste la sanction ultime du particulier mauvais payeur.

Les plus grands penseurs se penchent sur l'énigme de la monnaie et son lien avec le crédit.

Platon et Aristote eurent des avis divergents sur la question et furent les premiers à émettre des théories monétaires.

EPISODE 3 : de -560 à -200 avant JC

Platon et Aristote : deux vues sur la monnaie

Après avoir balayé 2 500 ans d'Histoire, nous allons invoquer Aristote et Platon pour tenter de comprendre quelque chose à la monnaie et de dégager des principes.

Le travers de tout amateur d'Histoire consiste à raisonner avec une mentalité qui ne correspond pas à l'époque. Dans notre escapade, ce biais n'existe presque pas. C'est pourquoi les réflexions d'Aristote et de Platon restent d'une saisissante actualité.

Le pouvoir, le commerce, les taxes, les impôts, la contrebande et l'évasion fiscale... rien de neuf sous le soleil.

Déjà, sous Hammurabi, taxe et contrebande faisaient jaser.

Le British Museum :

« Les anciennes tablettes cunéiformes relatent des histoires de trafics et contrebande et expliquent aux marchands comment cacher leurs produits dans leurs sous-vêtements. »

La suite de l'histoire de la monnaie très bientôt...

NOTES:

[1] Olivier Picard, L'invention de la monnaie et les Empires, De Crésus à Cyrus le Perse et aux Grecs

[2] Emmanuel Le Roy Ladurie, Naissance de la monnaie : du lingot à l'euro, Le Figaro Littéraire, 21 juin 2001

Damned ! Où sont les gains de productivité ?

Rédigé le 5 juillet 2018 par [Simone Wapler](#)

Curieusement, les gains de productivité chutent depuis les années 1970. N'y aurait-il pas un lien avec le remplacement du capitalisme par le créditisme ?

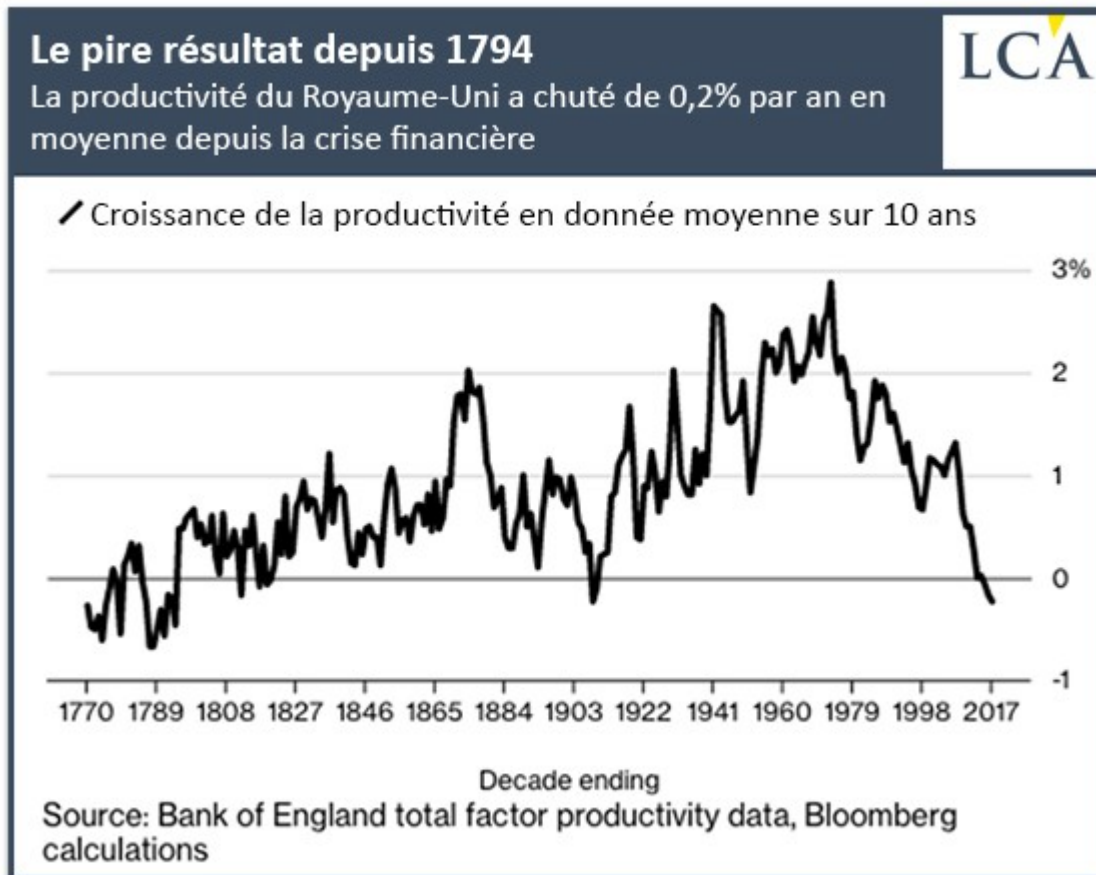
Wall Street était fermé hier pour cause d'Independance Day. Les marchés s'essouffent mais pas de suffocation ou d'infarctus en vue. Ce qui permet de nous intéresser à des choses intrigantes.

Malgré tout ce que nous pensons, depuis le milieu du XXème siècle, les gains de productivité

déclinent. L'électronique, la robotisation et l'automatisation, internet : tout cela ne nous aide pas à produire mieux et plus.

C'est embêtant pour le capitalisme qui consiste justement à s'organiser pour produire plus avec moins.

Voici un graphique qui concerne le Royaume-Uni qui fut le pionnier de l'industrialisation.



Le Royaume-Uni, en plus d'avoir adopté l'industrialisation plus tôt que les autres pays dès le XIXème siècle, fut aussi souvent à la pointe de l'industrie financière.

Pourquoi donc cette malédiction ?

Bill Bonner [s'était déjà penché sur la question](#) en 2013 :

Où est passée toute la prospérité qu'internet est censé avoir créée ?

« A la fin des années 1990, nous avons rencontré des gens convaincus qu'internet changeait tout. Avec tant d'information à portée de main, ils pensaient voir l'avènement d'un monde meilleur. Nous aurions tous accès à l'information nécessaire pour augmenter la productivité et la richesse. Plus personne ne serait pauvre. Il suffirait d'aller chercher sur internet comment devenir riche.

A l'époque, nous nous méfions de telles affirmations. L'information est bon marché, soulignons-nous. C'est la sagesse qui est chère, et on n'en trouve guère sur le web. Il faut la payer... en expérience amère. »

Cher lecteur, depuis le temps que vous nous lisez, vous connaissez nos deux bêtes noires : un système d'argent falsifié et des gouvernements noyautés par la Parasitocratie multipliant les accords gagnants pour eux et perdants pour la majorité.

Pour bien fonctionner, une économie a besoin de prix honnêtes, établis par la rencontre d'acheteurs et de vendeurs qui négocient librement, sans contrainte, sans interférence. Des prix malhonnêtes et des échanges contraints entravent le capitalisme

Nous avons basculé depuis les années 1970 dans des économies où le prix le plus important, celui du capital, a disparu. Des banquiers centraux fixent le prix du crédit bidon émis à partir de rien par les banques commerciales. Le capitalisme reposait sur de l'épargne déjà constituée ; le système actuel fonctionne en espérant capter la richesse future. Le processus de formation de prix honnête a été détruit.

Reste la liberté de négociation et de concurrence. Là, le clientélisme politique invente toutes sortes de contraintes sous forme de taxations et subventions pour forcer nos échanges afin de satisfaire un lobby ou un autre.

Vous devez avoir une voiture électrique.

Vous ne devez pas avoir un chauffage électrique.

Vous devez avoir un ascenseur « aux normes ».

Vous ne devez pas utiliser de désherbant contenant du glyphosate.

Vous devez payer une taxe carbone, une taxe sur les mémoires informatiques, sur les boissons gazeuses, sur les livraisons faites par les commerçants en ligne...

Vous devez financer la lutte contre le changement climatique, les éoliennes, etc.

Vous devez utiliser des produits « aux normes ».

Vous devez commercialiser des légumes produits à partir de semences approuvées par l'Union européenne.

Vous ne devez pas consommer de lait non stérilisé.

...

Cette liste est interminable. Tous les jours, elle s'allonge.

Les accords gagnant-perdant se multiplient. La productivité chute. Les revenus stagnent.

N'importe quelle innovation technologique ne peut apporter la prospérité sans une bonne gestion des affaires publiques.

C'est la même chose pour les ressources naturelles – et c'est ainsi que des pays producteurs de pétrole restent pauvres malgré leurs trésors.

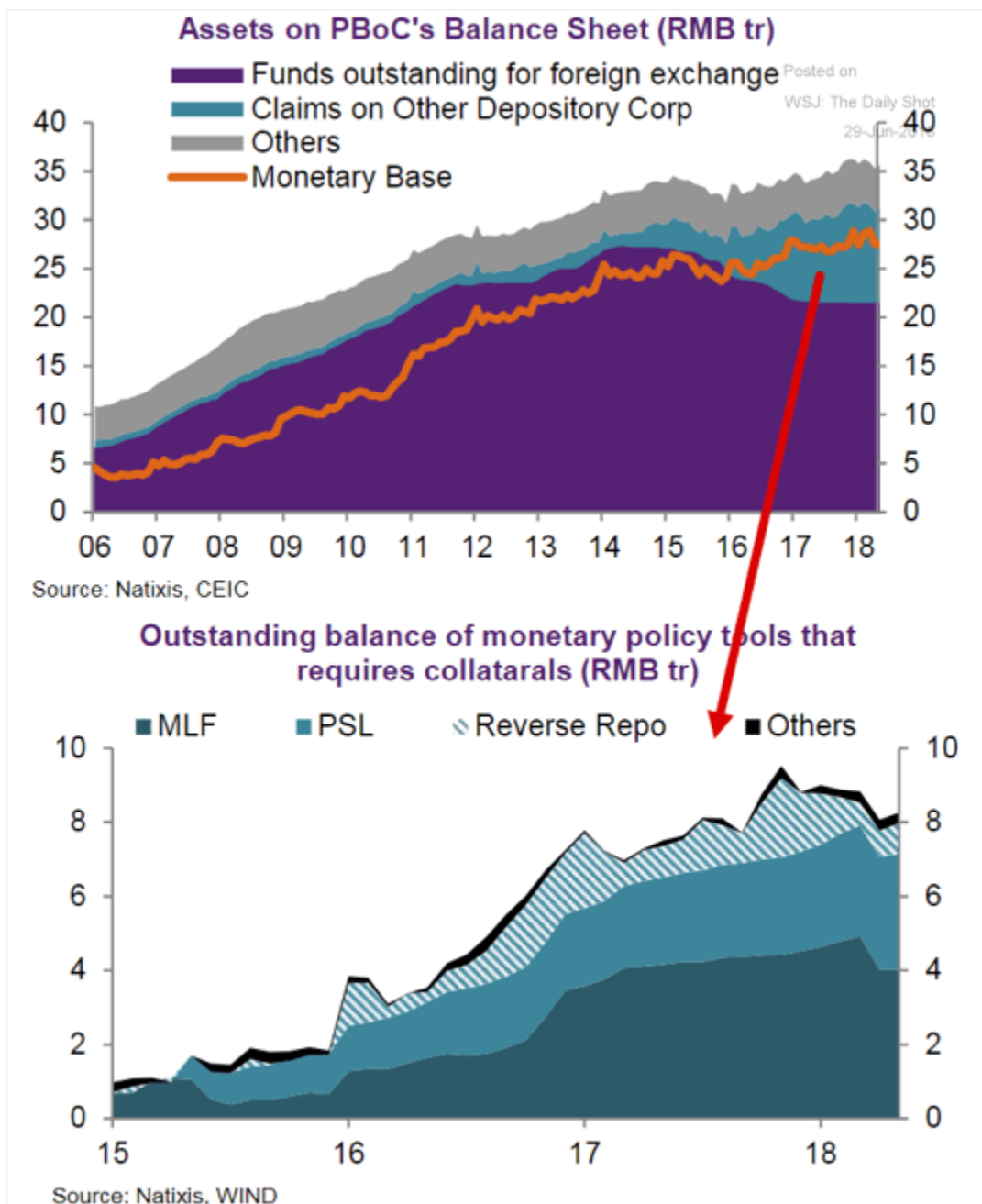
Chine: la cassure de 2014/2015, la Trade War c'est de la géopolitique

Bruno Bertez 5 juillet 2018

Les difficultés chinoises en deux graphiques. Tout est dit.

Remarquez la cassure en 2014/ 2015, c'est un véritable changement de régime, la machine chinoise ne tourne plus comme elle le faisait avant; changement de régime monétaire qui exprime un changement de régime économique et systémique. La base monétaire continue à progresser mais sa composition n'est plus la même. Il n'y a jamais eu de reprise et de retour à la situation antérieure, comme avant.

La politique de « trade war » de Trump est une guerre, c'est de la géopolitique, il veut asphyxier, affaiblir encore plus la Chine car il a compris, lui ou ses conseillers qu'elle est vulnérable et MAGA, Make America Great Again passe par une phase où la Chine doit mettre le genou à terre.



En Prime: un clash entre systèmes:

As the U.S. and China hurtle toward a full-fledged trade war, they may also be firing the opening shots in a [broader struggle](#) between two vastly different systems.

By this time tomorrow, U.S. President Donald Trump probably will have followed through on his threat to slap tariffs on \$34 billion of Chinese imports in an effort to force trade concessions from Beijing. China has [vowed](#) to respond in kind, with its Commerce Ministry saying today that it won't give in to "blackmail."

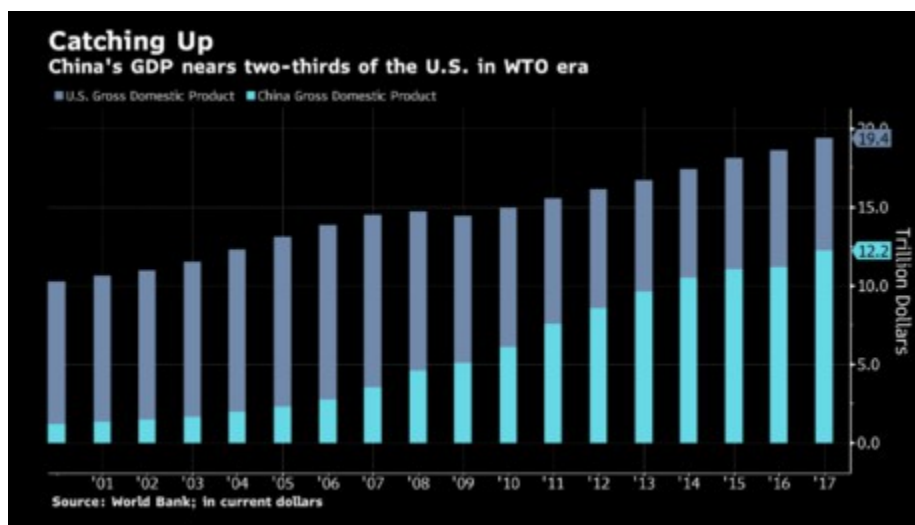
Asian stocks fell to their lowest level in nine months as the region braced for the levies to hit.

The dispute reflects an escalating economic and military rivalry between a status quo power and one of the most remarkable growth miracles in history, as [Brian Bremner](#) writes. It's a clash between two systems — one state-directed, the other market-driven — with divergent world views and national aspirations.

If unchecked, the trade fight risks drawing the world's two largest economies into direct confrontation.

But, as a growing bipartisan consensus in Washington urges a showdown with China, the tension seems set to intensify.

Le rattrapage chinois menace la suprématie américaine. La chine, déjà plus des deux tiers des USA!



— [Brendan Scott](#)

Guerre commerciale : la Chine devrait riposter aux USA dès vendredi

par [Charles Sannat](#) | 5 Juil 2018

Si la Chine devrait prochainement annoncer certaines ripostes aux taxations américaines, il se pourrait aussi qu'elle tente un rapprochement « diplomatique » avec l'Europe afin d'essayer de présenter un front uni contre Washington.

Au bout du compte, les élites européennes sont tellement atlantistes qu'elles ne pourront pas s'émanciper de la tutelle encombrante de l'oncle américain.

D'ailleurs, on est même en droit de se demander si quand bien même elles le souhaitaient elles pourraient seulement avoir la liberté de le faire.

Charles SANNAT

La Chine envisage de taxer pour 34 milliards de dollars de produits américains à partir de vendredi minuit, répliquant ainsi les tarifs douaniers sur les importations chinoises imposés en juin par Washington, relate Reuters.

Les droits de douane chinois sur 34 milliards de dollars (29 milliards d'euros) de produits américains entreront en vigueur vendredi à minuit, heure de Pékin, a dit à Reuters une personne informée de ces projets, décidés en représailles aux taxes américaines sur les importations en provenance de Chine.

Les États-Unis ont annoncé qu'ils allaient appliquer des droits de douane sur 34 milliards de dollars de produits chinois le 6 juillet et la Chine avait d'ores et déjà annoncé qu'elle riposterait le jour même.

En raison du décalage horaire de 12 heures entre les deux pays, la Chine sera de fait la première à appliquer ces droits de douane.

« Nos mesures sont identiques et être identique signifie que si les États-Unis commencent le 6 juillet, nous commençons le 6 juillet », a dit la source à Reuters. « L'heure d'entrée en vigueur de toutes ces mesures est minuit. »

Source [Agence russe Sputnik.com ici](#)

« Punir l'Allemagne, négocier avec la France, détruire l'Europe ! »

par [Charles Sannat](#) | 5 Jul 2018



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Celles et ceux qui sont abonnés à [ma lettre STRATÉGIES](#) pourront mettre en perspective, au regard de la stratégie trumpienne globale décrite, ce complément d'information qui a fuité du côté américain, puisque c'est le *Washington Post* qui a révélé que Trump aurait proposé à Macron, lors de sa visite officielle en avril dernier, de quitter l'Union européenne et de négocier avec les États-Unis un accord de libre-échange plus intéressant que les conditions dont bénéficie l'Union européenne.

Avant de revenir sur cet article du *Washington Post*, je voulais partager avec vous quelques considérations et préoccupations d'ordre géopolitique sur ce que nos amis les Américains ont en tête comme projet pour les Européens en général, les Allemands en particulier et les Français accessoirement.

En mars 2003, Condoleezza Rice, la conseillère du président Bush pour la sécurité nationale, déclara cyniquement, suite au refus du président de la République Jacques Chirac d'engager notre pays dans ce qui s'avérera effectivement la funeste aventure militaire américaine en Irak, « il faut ignorer l'Allemagne, pardonner à la Russie et punir la France ».

La France fut effectivement punie, notamment économiquement puisque nous ne signerons aucun contrat international d'importance pendant des années.

Aujourd'hui, les nécessaires besoins qu'imposent des circonstances différentes pour le pouvoir américain en place nous permettent de nous inspirer de cette phrase de Condoleezza Rice et de l'adapter aux nécessités du jour.

« Punir l'Allemagne, négocier avec la France, détruire l'Europe ! »

Voilà quelles sont quelques-unes des étapes intermédiaires pour atteindre l'objectif ultime de la stratégie trumpienne, à savoir restaurer le leadership et la domination américaine sans partage sur le monde.

Pourquoi punir l'Allemagne ? Parce que l'Allemagne est le maillon fort européen, et qu'une Allemagne affaiblie ne pourra pas peser autant en Europe, mais ce n'est pas tout.

L'Allemagne a un modèle économique mercantiliste. Elle produit et exporte beaucoup, importe peu. Ses excédents sont considérables. Par nature, l'Allemagne est donc profondément mondialiste et globaliste, car la mondialisation a été très bénéfique pour 3 pays dans le monde en ordre décroissant de profits réalisés. En numéro un, la Chine. En seconde position... l'Allemagne. Au troisième rang, le Japon.

L'Allemagne et ses positions ultra-mondialistes et libre-échangistes en font l'ennemi numéro un à abattre en Europe pour les États-Unis.

Autre élément, affaiblir l'Allemagne c'est évidemment affaiblir l'euro, tuer l'euro c'est favoriser le dollar et tuer l'Europe qui ne se remettrait pas d'un tel désastre (inéluçtable et qui sera hâté par Trump).

Négocier avec la France, c'est favoriser les conditions d'une rupture de la colonne vertébrale européenne incarnée par le couple franco-allemand.

Ce que Trump a proposé à Macron, c'est de trahir l'Allemagne de Merkel et de sauver les fesses des Français au prix de l'explosion du rêve européen de nos europathes mondialistes.

La réponse de Macron a été sans appel... : « Si cela avait été évoqué, compte tenu de mon engagement européen, je vous laisse imaginer quelle aurait été ma réponse. »

Effectivement, l'engagement du Président français à l'égard de l'Union européenne est total et ne peut pas être remis en cause. L'Europe, le libre-échange font partie de son logiciel politique et de sa « mission ». Il n'a d'ailleurs jamais caché cela et s'est toujours présenté comme le défenseur de la construction européenne telle qu'elle est mise en œuvre depuis les années 50.

L'objectif des États-Unis est ici de diviser pour mieux régner, une stratégie aussi vieille que le monde, et on voit déjà à l'œuvre les services américains qui agitent l'Allemagne sur le sujet migratoire en aidant au développement d'une crise politique majeure pour tenter d'abattre Merkel, vous savez, le « leader du monde libre ». Du métier, et jours comptés.

Quand Merkel tombera, et les Américains la pousseront, que fera Macron ? Le « deal » proposé par Trump ne sera certainement plus aussi favorable évidemment.

Trump aurait proposé à Macron de quitter l'Union européenne

« Peut-on imaginer la France quitter l'Union européenne ? Visiblement Donald Trump l'a fait. Le *Washington Post* affirme que lors de son entrevue avec Emmanuel Macron au mois d'avril, le président américain lui aurait proposé de sortir de l'Union européenne pour signer un accord bilatéral avec les États-Unis »... C'est ce que rapporte [L'Express dans cet article](#).

En tuant l'Europe, les États-Unis s'assureront la maîtrise du monde... Sauf la Russie et la Chine, mais finalement, si démondialiser le monde nécessite de reconstruire un mur, un peu plus loin que Berlin et du côté de l'Ukraine pour isoler Russes et Chinois, cela n'empêcherait pas les Américains de dormir.

Pendant ce temps, les Chinois vont tenter de réagir en proposant à l'Europe des accords commerciaux, accords commerciaux qui seront surtout bons pour la Chine, tant nous négocions comme des pieds depuis plus de 30 ans avec les Chinois sous prétexte de s'ouvrir un marché 1,5 milliard de consommateurs potentiels.

Dernier élément de réflexion, la démondialisation a un prix, la domination américaine et le retour de son leadership a un coût.

Il n'y aura pas de démondialisation « douce » et « pacifique », il sera nécessaire de faire dérailler le fonctionnement du monde tel qu'il est et cela va entraîner une crise très forte.

Cette crise sera déclenchée par les Américains, au moment opportun pour eux. Ils seront touchés, comme ils le furent en 1941. Ils étaient au fond du trou, dans les cordes ! Sans marine, sans navire, sans armée, en quelques mois ils ont jeté les bases d'une industrie de l'armement gigantesque qui leur a assuré depuis 1945 la domination du monde.

Ils s'apprêtent à refaire la même chose. Vous n'achèterez bientôt plus chinois mais américain, et pour réussir cela, Trump et sa clique écraseront tous leurs adversaires sans la moindre pitié.

Si Macron a gagné les poignées de mains devant les caméras, le pauvre bougre perdra le bras de fer à la première partie. L'Europe, désunie, n'aura aucune chance face à la raison d'État

américaine.

Nous allons prendre une sacrée dérouillée, alors pour une fois, je ne vous fais pas un avis de tempête, mais un avis de raclée, et cela nous fera nettement plus mal.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Salvini : « Après le Mur de Berlin nous ferons aussi tomber le Mur de Bruxelles »

Il ne s'agit en aucun cas de rejeter la réalité de notre géographie européenne, et aussi de notre histoire pleine de drames.

Alors oui, construire les conditions de coopérations entre les nations et des ponts entre les peuples est évidemment une idée indispensable à mettre en œuvre, mais au nom de cette idée tout n'est pas pour autant ni possible ni même souhaitable.

L'Union européenne n'est pas conçue pour la paix et pour les peuples, mais pour une maximisation des profits d'un tout petit nombre. Il ne faut se faire berner par la propagande qui sert de belles idées sur des plateaux, un vomit lénifiant de mantras et de slogans prédigérés.

« Avec ce peuple, les choses vont changer. La chute du Mur de Berlin semblait inconcevable, mais c'est arrivé. Le prochain mur que nous allons démolir est celui de Bruxelles. Nous redonnerons ainsi au peuple européen le droit au travail, à la vie, à la sécurité et à la santé. [...] Cette bataille est immense et demande du courage et ce ne sera ni facile ni rapide ». C'est ce qu'a déclaré dimanche le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, lors d'une réunion de son parti en Lombardie.

“Qu'ont-ils promis ?”, s'est demandé l'Italien : « Un avenir plein de pénurie et de peur, où un contrat à durée indéterminée et une pension sont devenus un rêve. Pour empêcher cela, la Lega doit être exportée dans tous les pays », a conclu Salvini...

Évidemment, on peut trouver que Salvini est un horrible fasciste.

Il est aussi possible d'entendre et de voir ce qu'il exprime et ce qui s'exprime de plus en plus dans toute l'Europe, à savoir le rejet d'une absence d'avenir où il n'y aurait aucune alternative politique, où tout ne serait que consommation de masse et profits dans la précarité et sans plus d'humanité.

Les Européens, les peuples veulent rêver d'une vie douce, pour eux et leurs enfants. Nous leur proposons que méfiance, défiance les uns envers les autres et austérité punitive.

Notre système est devenu fou. Abject.

Autre réflexion intéressante dans cet article de L'express.live.

L'UE = la République de Weimar de notre temps

« En particulier, les structures actuelles de l'UE sont vulnérables, écrit Münchau. “Le problème, avec l'UE, c'est que sa stabilité dépend de la non-arrivée au pouvoir de figures telles que M. Salvini, et M. Trump. Elle risque de devenir la République de Weimar de notre temps, une construction uniquement viable dans un climat politique tempéré.”

« La République de Weimar (1919-1933) a également lentement succombé au démantèlement des institutions démocratiques. Cela s'est produit sous la pression des politiciens de droite et des nationalistes, qui pensaient pouvoir utiliser Hitler pour rester eux-mêmes au pouvoir. Le reste est de l'histoire. »

Je ne suis pas sûr que la comparaison avec Weimar soit très judicieuse, car l'Europe n'est pas un pays. Il faut donc plus la comparer à une fédération et la seule comparable dans l'histoire fut l'URSS, et l'Europe, c'est l'URSS le KGB et les goulags en moins, alors cela devrait durer nettement moins longtemps !

Charles SANNAT Source, [L'express.live ici](#)

Terrible aveux. «Une génération BFMTV est aux manettes de l'Etat»

«Une génération BFMTV est aux manettes de l'Etat», estime Ruth Elkrief... C'est la phrase effrayante prononcée par la présentatrice politique vedette de BFM et d'ailleurs certainement la meilleure actuellement disponible sur BFM.

Le problème de cette phrase de Ruth Elkrief c'est qu'elle est à la frontière (je prends des précautions oratoires histoire de ne pas être immédiatement crucifié en place publique pour pêché cathodique) de la possibilité de « fabrication » d'homme politique par des médias privés.

Bien évidemment, tout cela est impossible, et jamais Macron dont le talent est évident n'aurait pu devenir président avec le soutien de médias macronbéat pendant toute la durée de la campagne électorale.

Jamais d'ailleurs entre le temps d'antenne et les résultats aux élections de rapports précis n'ont pu être établis.

Bref, cette phrase est à Ruth Elkrief ce que la vente de temps disponible à Coca-Colas est à un ancien président de TF1.

Un terrible aveu sur de terribles pratiques.

Charles SANNAT Source [20 Minutes ici](#)

JP Morgan, un phare, un concentré de la plus haute qualité.

Billet de Bruno Bertez 5 juillet 2018

Nous utilisons les graphiques plus pour la visualisation que pour la prédiction: nous ne croyons pas, ou nous ne croyons plus à la magie des graphiques car les marchés ne sont plus des reflets et des constats mais des lieux d'affrontements.

Ce sont des services publics. des outils au service des autorités et donc des élites.

Les marchés ne sont pas là pour vous faire gagner de l'argent, ils sont là pour vous en prendre, pour vous baiser.

Et c'est pour cela que les lois Macron visent à pénaliser l'immobilier et les placements liquides: c'est afin de vous inciter à aller en Bourse, à monter dans l'échelle du risque et ainsi à vous faire tarter.

Vous êtes la chair à canon, les fantassins de la guerre économique.

La reprise boursière date de mars 2009.

Elle a été provoquée par un déclic quand les autorités ont autorisé les banques à tricher avec leurs modes d'évaluation, et les ont incité à ne plus comptabiliser au mark to market mais au mark to fantasy. (FASB 157).

Depuis, les banques ont monté plus que les bourses en général et elles ont constitué un véhicule pilote, un indicateur avancé; ce qui est normal compte tenu de leur rôle dans l'économie d'une part compte tenu de la politique menée qui a consisté à donner aux banques leur matière première, l'argent, la monnaie gratuitement.

Pendant ce temps les banques ont en outre bénéficié d'un soutien constant puisque les banques centrales ont fait en sorte de prendre tous les risques à leur charge et les ont cajolées.

L'ETF bancaire a donc surperformé le marché en général comme on le voit sur le graphique ci dessous.

La banque phare mondiale, la super banque, à la fois en poids et en pouvoir c'est JP Morgan.

Elle a encore mieux marché, elle a monté plus que les ETF bancaires ce qui est normal compte tenu de sa qualité et de son pouvoir mondial supérieur à celui des gouvernements .

JP Morgan c'est un concentré systémique de la plus haute qualité.

Les temps changent et la situation impose de réduire ou de stopper les politique monétaire non conventionnelle. Le risque d'un dérapage ou d'une perte de contrôle devient trop grand et les élites n'ont pas envie de le courir; le temps où la hausse de la bourse était souhaité est terminé;

Vous observez donc la cassure des trois indices ci dessous, celui du S&P 500, celui de l'ETF des banques, celui de JP Morgan.

JP Morgan dans sa fonction de phare a cassé son support comme vous pouvez le lire sur le deuxième graph dans le petit insert.

JP Morgan, un phare, un concentré de la plus haute qualité.



L'Union européenne bientôt sous le régime de l'apartheid

François Leclerc 4 juillet 2018

La proportion qu'a pris la crise des réfugiés est à la mesure de l'état de démantèlement de l'Union et de l'incapacité des autorités européennes à y faire face. Soumise au chantage des députés de la CDU, Angela Merkel n'a pas eu le choix, elle a dû accepter le compromis avec Horst Seehofer qu'elle avait refusé la veille. La dynamique de fermeture des frontières externes va se poursuivre à l'intérieur de la zone de Schengen.

À l'instigation des nouvelles autorités italiennes, des mesures ont en premier été prises afin de

rendre pratiquement impossibles les sauvetages en mer des réfugiés par les ONG. Sans que le sommet consacré à ce sujet ne l'évoque pour éviter d'en partager la responsabilité... et la honte ! L'exclusivité des sauvetages a été accordée aux garde-côtes libyens qui les redirigent dans les camps qu'ils viennent de fuir. C'est déjà entré en vigueur. Désormais, il n'est plus question que de lutte contre la criminalité des passeurs et de la complicité objective des ONG, toute expression de sentiments d'humanité envers les réfugiés ayant disparu.

Mais ce n'est pas tout, il restait à régler la question des réfugiés déjà parvenus sur le sol européen. Ne pouvant les renvoyer en Italie en application des accords de Dublin, les autorités allemandes cherchent à se débarrasser de ceux qui ne bénéficient pas du droit d'asile et à éviter d'autres arrivées. L'Autriche, toute désignée pour les accueillir selon le compromis qui est intervenu, s'y refuse après avoir été mise devant le fait accompli.

Il ne va plus rester comme unique solution que de créer des camps fermés sur le sol allemand, dénommés cette fois-ci « camps de transit », à condition toutefois que le SPD l'accepte. Celui-ci, qui n'a aucune envie de susciter la chute de la coalition et la convocation de nouvelles élections, pourrait se satisfaire d'un simple changement de dénomination des futurs camps d'internement qui satisferont à la fiction juridique allemande de la « non-immigration ». Elle permet de prétendre que les réfugiés n'ont pas franchi la frontière quand ils sont internés dans des camps.

Schengen change de nature. Au cœur de l'Union européenne va être instituée une zone sans frontière et sans passeport réservée à la population blanche. Tous ceux qui ne répondront pas à ce critère pourront être soumis à des contrôles. L'Union va mettre en place un système d'apartheid, car l'effet domino que craignait Angela Merkel va pouvoir s'exercer. Le gouvernement français a déjà montré à Vintimille de quoi il était capable.

LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC

ALGERIE: LA FAUSSE MONNAIE VA DEFINITIVEMENT REEMPLACER LA VRAIE !

du 2 au 6 juillet 2018 : En 2017, je vous avais rapporté le discours - très honnête - du ministre des finances algérien: "*je vais faire tourner la planche à billets vu qu'il n'y a plus d'argent en caisse*". Tant qu'à faire, autant être... cash (LoL, pas fait exprès).

Il va de soi que nos lecteurs algériens ont commencé à rafler toutes les pièces d'or qu'ils trouvaient. Hélas, pour 2019, la situation sera pire, lisez bien:

"Jusqu'à la fin de mars 2018, la Banque d'Algérie a émis des billets pour l'équivalent de 3 585 milliards de dinars, soit près de 30,4 milliards de dollars. C'est l'institution monétaire algérienne elle-même qui a rendu publique cette information dans son rapport mensuel, via le Journal officiel.

Cette émission entre dans le cadre d'un plan quinquennal de recours à «la

planche à billets» approuvé par les parlementaires en septembre dernier, pour financer la dette publique et éviter une cessation de versement des salaires des fonctionnaires et des retraités, tout en relançant les projets qui manquent de financement.

Notons que les besoins en financements du Trésor public algérien sont encore plus lourds cette année. Selon le ministre algérien des Finances, Abderrahmane Raouya, si l'année dernière ces besoins se chiffraient à 570 milliards de dinars (environ 4,8 milliards de dollars), ils sont passés cette année à 1 815 milliards, ce qui équivaut à environ 15,3 milliards de dollars.

L'année prochaine, ajoute le responsable gouvernemental, lesdits besoins seront de 580 milliards de dinars, soit quelque 4,9 milliards de dollars.

Ce plan répondait aux orientations du chef de l'Etat algérien, Abdelaziz Bouteflika, qui avait refusé que son pays recoure à l'endettement extérieur pour financer la commande publique et permettre une relance de la croissance économique. L'opposition indique que ce mécanisme de financement non conventionnel conduira à une augmentation considérable de l'inflation, une faiblesse du pouvoir d'achat des citoyens algériens et fera chuter la valeur", lire [ici La Tribune Afrique pour le croire](#).

Lecteurs, appréciez le "mécanisme de financement non conventionnel " !!!

Cela veut dire que progressivement, le dinar algérien descendra de plus en plus, et, avec un peu de chance, pourra même trouver un peu de pétrole.

Je le rappelle, le Vénézuéla comme l'Algérie sont richissimes en... pétrole. Mais malgré cette richesse folle, ces deux pays sont mourants à cause de leur monnaie.

REGARDEZ LES TAUX NEGATIFS DE LA FIN JUIN 2018

du 2 au 6 juillet 2018 : Sachant que la véritable inflation est de 5% par an, ajustez les taux en faisant une addition pour voir comment les peuples sont volés par les Banques Centrales devenues totalement folles.

Pour le principe, et à nouveau, je rappelle que les taux négatifs sont une aberration totale, dus à la masse nucléaire de fausses monnaies déversées sur les marchés pour les empêcher de s'effondrer.

Global Central Bank Policy Rates							
Country	Developed /Emerging	Rate	Central Bank Rate (Today)	CPI YoY	Real Central Bank Rate	Last Move	Last Move Date
Switzerland	Developed	Target Rate	-0.75%	1.0%	-1.8%	Cut	Jan-15
Sweden	Developed	Repo Rate	-0.50%	1.9%	-2.4%	Cut	Feb-16
Eurozone	Developed	Deposit Rate	-0.40%	1.9%	-2.3%	Cut	Mar-16
Japan	Developed	Policy Rate Bal	-0.10%	0.7%	-0.8%	Cut	Jan-16
Denmark	Developed	Discount Rate	0.00%	1.1%	-1.1%	Cut	Jan-15
UK	Developed	Bank Rate	0.50%	2.4%	-1.9%	Hike	Nov-17
Norway	Developed	Deposit Rate	0.50%	2.3%	-1.8%	Cut	Mar-16
Czech Republic	Developed	Repo Rate	0.75%	2.2%	-1.5%	Hike	Feb-18
Canada	Developed	Overnight	1.25%	2.2%	-1.0%	Hike	Jan-18
Australia	Developed	Cash Rate	1.50%	1.9%	-0.4%	Cut	Aug-16
Poland	Developed	Repo Rate	1.50%	1.7%	-0.2%	Cut	Oct-14
South Korea	Emerging	Repo Rate	1.50%	1.5%	0.0%	Hike	Nov-17
Taiwan	Emerging	Discount Rate	1.50%	1.6%	-0.1%	Cut	Mar-16
US	Developed	Fed Funds Target	1.875%	2.8%	-0.9%	Hike	Jun-18
Peru	Emerging	Policy Rate	2.75%	0.9%	1.8%	Cut	Mar-18
Philippines	Emerging	Key Policy Rate	3.50%	4.6%	-1.1%	Hike	Jun-18
Colombia	Emerging	Repo Rate	4.25%	3.2%	1.1%	Cut	Apr-18
China	Emerging	Lending Rate	4.35%	1.8%	2.6%	Cut	Oct-15
Indonesia	Emerging	Repo Rate	4.75%	3.2%	1.5%	Hike	May-18
India	Emerging	Repo Rate	6.25%	4.9%	1.4%	Hike	Jun-18
Brazil	Emerging	Target Rate	6.50%	2.9%	3.6%	Cut	Mar-18
South Africa	Emerging	Repo Rate	6.50%	4.4%	2.1%	Cut	Mar-18
Russia	Emerging	Key Policy Rate	7.25%	2.4%	4.9%	Cut	Mar-18
Mexico	Emerging	Overnight Rate	7.75%	4.5%	3.2%	Hike	Jun-18
Turkey	Emerging	Repo Rate	17.75%	12.2%	5.6%	Hike	Jun-18
Argentina	Emerging	Benchmark Rate	40.00%	27.2%	12.8%	Hike	May-18

530 MILLIONS D'HABITANTS ONT ETE VOLES DE LEURS ECONOMIES POUR CAUSE DE FAUSSE MONNAIE + 1324 INDE

du 2 au 6 juillet 2018 : Suite naturel de l'article précédent: additionnez 40 millions d'Algériens à 44 millions d'Argentins, + 32 millions de Vénézuéliens + 80 millions de Turks + 207 millions de Brésiliens + 127 millions de Mexicains, et vous avez très précisément 530 millions de citoyens, oui, un demi-milliard, de

gens qui ont été dépouillés de leurs économies, et même de leur pouvoir d'achat à cause de leur gouvernement qui a détruit leur monnaie, celle-ci ne reposant sur rien.

Ces 530 millions n'ayant pas été, à 95%, incités à acheter de l'or au fur et à mesure, ont perdu entre 50 et 98% de leur pouvoir d'achat !!!

Et pourtant, ils s'y seraient pris voici encore 2 ans, aujourd'hui ils seraient sereins.

La raison pour laquelle je reviens sur ce sujet ? Parce qu'en 3 semaines, que ce soit la lire turque, le bolivar, le rial, etc., ont tous perdu encore plus de valeur, et cela malgré les interventions massives des Banques Centrales brésilienne, turque, mexicaine ou argentine.

Et je ne tiens pas compte des autres pays comme l'Indonesie ou l'Ouganda dont les monnaies commencent elles aussi à couler !!!

Pas plus qu'on prend en compte ici les 1,3 milliard d'Indiens qui ont été carrément volés par leur gouvernement...

Exemples: " *The Brazilian real plummeted to its weakest in more than two years, as concerns over the nation's fiscal outlook added fuel to a sell-off despite increased central bank intervention. The currency tumbled as much as 1.9 percent to 3.9132 to the dollar, extending losses to 4.8 percent so far this month. It is down nearly 19 percent since February*" [via Reuters](#).

"*The Argentine peso jumped at the start of trading on Tuesday after the central bank again intervened in the market, despite agreeing to an IMF condition that it would allow its currency to float freely. The peso initially rose 1.4 per cent, capping a two-day decline that had seen the currency drop 4 per cent to a new low of 26 per dollar*" ou "*Argentina's central bank sold a total \$450 million to support the local peso on Friday, traders said, after the currency fell 3.7 percent to hit a new all-time low of 29.20 to the U.S. dollar.*", [lire ici le FT](#) et [ici Reuters](#).

"*The Ugandan shilling little-changed on Monday after the central bank last week intervened and sold dollars to try to stop the local currency's rapid depreciation in recent days. At 0737 GMT commercial banks quoted the shilling at 3,868/3,878, slightly weaker than Friday's close of 3,865/3,875. Friday's intervention was the second this month by the central bank trying to boost the shilling which is down 6.1 percent against the dollar so far this year.*", [lire Reuters](#).

"*Indonesia's rupiah slid the most since November 2016 as trading resumed after the Eid al-Fitr holidays, playing catch up to recent emerging-market losses triggered by rising trade frictions between the U.S. and China. Bank Indonesia is intervening in the currency and bond markets, Nanang Hendarsah, executive director of monetary management, said in a text message. The rupiah fell as*

much as 1.2 percent to 14,099 per dollar from its close on June 8, and the yield on benchmark bonds surged. The Jakarta Composite Index added to its 1.8 percent loss from Wednesday, when equity markets reopened after celebrating the end of the holy month of fastin" [lire Bloomberg](#).

Peu importe les milliards qu'elles deversent pour racheter leur propre monnaie, la confiance n'est plus là, et inutile de souligner que cela risque de déraper assez rapidement dans les autres pays voisins. A vrai dire, c'est toute l'Amérique du Sud qui risque de glisser dans le néant de la monnaie papier qui ne vaut rien.

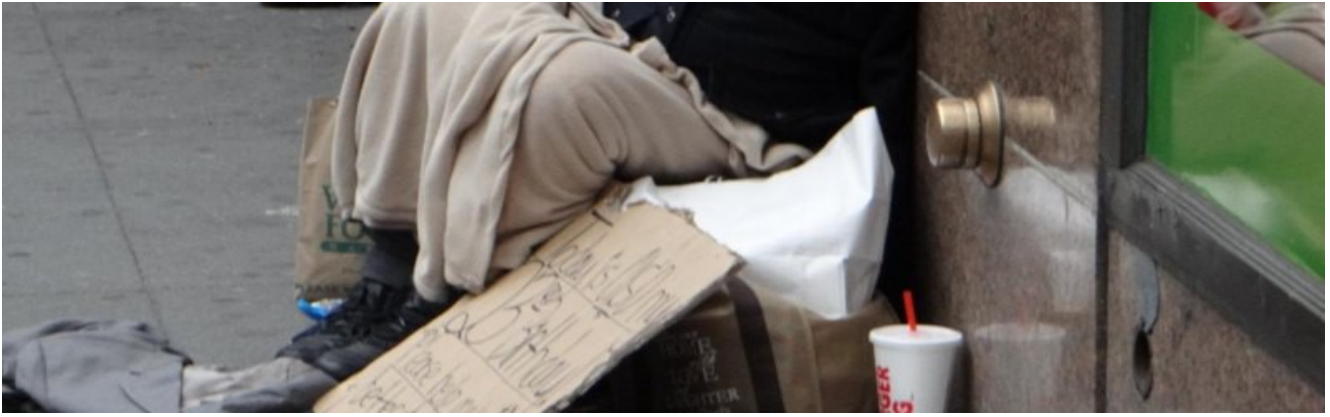
Dans le livre 666, je vous ai expliqué comment les Etats-Unis ont dépouillé l'or de leurs deux voisins immédiats, le Canada et le Mexique.

Aujourd'hui, le Canada comme le Mexique sont endettés jusqu'au cou, et leur monnaie ne repose que sur du vent. Comme vous le voyez, les Etats-Unis continuent leur politique de déstabilisation afin qu'il ne reste qu'une seule monnaie, le dollar de la Fed, lui-même une monnaie de singe. Certes, mais c'est la seule qui doit exister, car les Etats-Unis n'ont en effet pas d'or 24 carats, ou peu, mais en revanche ils ont beaucoup d'armes pour forcer les gouvernements récalcitrants à la raison.

SCENES BANALES A NEW YORK A MANHATTAN

du 2 au 6 juillet 2018 : Merci à notre lectrice qui a pris ces photos lors de son dernier séjour à New York... Et pour être précis, la situation est 10 fois pire à San Francisco





LA VRAIE RAISON DU DEPLACEMENT DE MACRON A BRUXELLES (INDICE: PAS POUR LES MIGRANTS)

du 2 au 6 juillet 2018 : La presse française vous a expliqué que Macron était à Bruxelles pour trouver une solution dans le dossier des migrants. Erreur. C'était une fausse-barbe. **En réalité, il a surtout voulu sauver l'euro !**

Via Ambrose Evans-Pritchard dans le Telegraph: "***Emmanuel Macron's "grand plan" to relaunch the euro on safer foundations lies in tatters after Europe's northern bloc refused to contemplate any form of fiscal union, and exhausted leaders kicked the crucial issues into touch.***

(...) The paralysis means that Europe is likely to stumble into the next global economic downturn disastrously ill-equipped. It will have no shared fiscal instruments of any scale to fight recession, leaving the weakest states vulnerable to collapse.

The Franco-German Meseberg Declaration on eurozone reform published with much fanfare two weeks ago – already a diluted version of Mr Macron's original vision – never even made onto the summit agenda, let alone the conclusions.

The eurozone is already in a soft patch. The expected rebound keeps disappointing. German retail sales fell by 2.1% in May, the biggest drop since the onset of the 2011 crisis. European bank stocks have slumped 15% since late January, often a harbinger of trouble.

The European Central Bank cannot easily come to the rescue a second time. It has largely run out of monetary ammunition.

Interest rates are stuck at minus 0.4% until late 2019. (...) The ECB balance sheet will soon reach 43% of eurozone GDP. Mr Macron is left with little to show for a year of frenetic diplomacy. The Dutch-led "Hanseatic League" of eight northern states were irritated by his fait accompli and his Jupiterian manner.

He has bet his presidency on a grand bargain with Angela Merkel that would force everybody to jump to attention. But Germany has offered nothing more than fiscal crumbs. Europe has largely ignored him. The political window for radical reform has closed. Recession is drawing closer."

En clair: depuis 10 ans tout a été mis sous le tapis qui s'est transformé en Himalaya, et maintenant le temps est venu pour passer à la caisse et payer pour de bon.

Preuve: le bilan de la BCE va atteindre 43% du PIB entier de la zone euro !!!!

Ouppsss....

Autrement dit, la recession est pour le dernier trimestre 2018. **Chefs d'entreprise, soyez prudents dans vos investissements.** [Lire ici l'article complet d'AEP.](#)

Mais pendant ce temps, les médias ne vous parlent que des migrants : -) Evidemment... surtout ne pas aborder le vacillement de l'eurozone.

SIX BANQUIERS SUISSES INTERDITS D'EXERCER

du 2 au 6 juillet 2018 : Notre lectrice suisse Mme Parel a repéré un article hallucinant dans la presse locale dans lequel on apprend que les 6 banquiers qui ont été interdits d'exercer (les charges devaient être lourdes...) ont été relâchés à la dernière minute pour... faute de procédure.

!!!

Il est vital pour les banques suisses de défendre le peu de réputation qui leur reste, aux côtés des Conventions de Genève.

"Le Tribunal administratif fédéral annule l'interdiction d'exercer infligée en 2015 par la FINMA à six anciens employés d'UBS. Ces derniers étaient impliqués

dans le scandale des manipulations dans le négoce des devises découvert en 2013.

L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) reprochait à ces anciens cadres et négociants de graves violations de leur devoir de contrôle. «Ces personnes portent, à titre individuel, une responsabilité déterminante dans les graves lacunes organisationnelles et les comportements illicites constatés au sein d'UBS»." [Lire ici 20Minutes](#) pour le croire.

Et dans la même catégorie, Mme Parel demande très justement à quoi servent toutes les régulations mises en place par les banquiers régulateurs???

Manifestement à rien... du moment que cela permet à la banque de gagner plus d'argent que l'amende qu'elle devra payer.

L'excuse que se donnent les banquiers suisse est la suivante: "*Les approches de surveillance actuelles des risques, des clients et des transactions sont jugées insuffisantes pour les défis d'aujourd'hui*". C'est sûr que si les contrôles datent encore de 1515, les banquiers voleurs suisses ont encore de beaux jours devant. [Lire ici la suite.](#)

MACRON REFUSE D'EXEMPTER LES POMPIERS DE LA TAXE SUR LE GAZOLE

du 2 au 6 juillet 2018 : Si les taxi, ambulanciers et routiers peuvent déduire la TVA, il n'en est pas de même pour les pompiers. Ils payent la taxe tout comme les autres forces d'intervention. Vous me direz, l'Etat récupère ce qu'il paye.

"La sénatrice du Lot-et-Garonne Christine Bonfanti-Dossat (LR) a demandé l'exonération ou le remboursement partiel de la TICPE pour les pompiers sur le gasoil à l'instar « des entreprises de collecte de lait, les taxis et les transporteurs routiers ». Refus catégorique du gouvernement par la voix du secrétaire d'Etat socialiste Olivier Dussopt qui plaide l'interdiction du « droit européen. »

Les pompiers n'auront donc qu'à payer la taxe comme tout le monde et en assumer le coût de plus en plus prohibitif. Qu'ils se réjouissent tout de même puisque depuis la loi de finances 2018, ils n'ont plus à payer le péage autoroutier en cours d'intervention..."

Comme vous le voyez, l'Europe a bon dos.

Mais pourquoi ce refus ????

Parce que cela permet à l'Etat de monter ARTIFICIELLEMENT le montant de ses recette fiscales... C'est toujours ça de pris pour maquiller les comptes de la

Nation qui seront donnés ensuite à Bruxelles pour avoir sa bénédiction... [Lire ici Le Politique](#) pour vous en assurer. Merci à mon lecteur.

LA CARTE DE FRANCE DE MACRON **du 2 au 6 juillet 2018 :**



LE SALAIRE DES ANIMATEURS JOURNALISTES DE CANAL+ **POUR VOUS DIRE QUE VOUS ETES RACISTE, ETC.**

du 2 au 6 juillet 2018 : Vous vous êtes demandé pourquoi tous les animateurs télé vous encouragent à voter pour Hollande, Macron et prendre des migrants chez vous ????

Et vous vous êtes dit, logiquement, "*ben ils sont tous de gauche*". Sauf qu'il manque un détail... et de poids: leur salaire. Grâce à un procès au Prudhommes

fait par une présentatrice, Maitena Biraben, du Grand Journal de Canal+, on sait désormais à quoi s'en tenir:

"Pauvre Maitena, femme sans défense victime du sexisme et de la violence capitaliste de Vincent Bolloré, mais on découvre que pour le procès à venir, et selon L'Express, l'avocate de la Suisse a dû balancer les émoluments de sa cliente. Une erreur stratégique majeure, puisque ce faisant, le statut de victime est pulvérisé en un instant.

« C'est un CDI écrit. Le salaire annuel est de 650.000 euros, 50.000 euros sur 13 mois. S'y ajoute une prime de présence de 360.000 euros brut, ce qui fait une moyenne mensuelle de 84.167 euros brut. »

Ah, va dire ça aux 10 millions de Français pauvres dont la majorité sont des téléspectateurs assidus (télé = loisir du pauvre) !" Bon vous avez compris: pour 85.000 euros par mois, les présentateurs de télévision sont prêts à nous vendre migrants, macrons et gauche caviar.

Je ne sais pas pourquoi, mais maintenant je comprends mieux la situation. Lire [ici l'article d'ER](#) ou [ici l'Express pour le croire](#).

LA FRANCE S'APPAUVRIT DE PLUS EN PLUS

du 2 au 6 juillet 2018 : Emmanuel Macron veut achever le peu de classes moyennes qui ont réussi à traverser ces 10 années de crise économique. Challenges nous explique que la France compte officiellement 7 millions d'allocataires du RSA.

Autrement dit, 7 millions d'ultra pauvres à qui on donne juste de quoi survivre. Ou de ne pas se suicider?

Remarque de notre lecteur Spartacus: *"Donc en réalité, on en a 10 millions, soit 10% de la population, et ce juste sur le RSA, CAF, etc. Hors chômage visible/invisible, SMICards, retraités pauvres, précaires.*

Un pauvre aujourd'hui, sera un miséreux demain, ses enfants aussi, et tous des révolutionnaires après demain".

La question est: pendant combien d'heures regarde-t-il les journalistes télé payés 85.000 euros par mois ????

Mais cela ne suffit pas à Macron et à son équipe d'énarques: ils veulent encore plus de pauvres puisqu'ils veulent réformer toutes les aides sociales. Une bonne méthode pour fabriquer de nouveaux électeurs pour le FN et Mélenchon...

Lire ici ces articles du Parisien, [nombre de RSA](#) et réforme [des aides sociales](#).

LES MILITAIRES DE BASE S'APPAUVRISSENT DE PLUS EN PLUS

du 2 au 6 juillet 2018 : Dans la série "Appauvrissement de la France", notre lecteur Olivier a repéré cet article fascinant dans l'Essor à propos de l'appauvrissement de nos militaires:

"Sur la période 2006-2016, le "coût moyen des emplois" (c'est à dire salaires bruts et primes) a augmenté 7 fois plus vite pour les officiers de gendarmerie (+ 44,1%) que pour les sous-officiers de l'Arme (+ 6,2 %) .

Et comme, sur cette période, l'inflation a été de 12,2%, cela veut dire que le pouvoir d'achat des seconds a baissé, sensiblement, tandis que celui des officiers s'est envolé !

Cette information incroyable figure à la page 2 d'un référé de neuf pages, disponible sur le site de la Cour des comptes (le texte exact de ce paragraphe, extrait du rapport est : "De 2006 à 2016, le coût moyen des emplois hors compte d'affectation spéciale pensions (CAS Pensions), a augmenté de 19,9 % pour les gradés et gardiens de la paix et de 29,7 % pour les officiers et commissaires).

Ces évolutions sont à comparer avec le taux cumulé de l'inflation au cours de la même période (12,2 %). Elles ont été encore plus contrastées dans la gendarmerie, où le coût moyen des emplois n'a progressé que de 6,2 % dans le corps des sous-officiers mais a augmenté de 44,1 % dans celui des officiers.)"

Point intéressant: le gendarme de base est sacrifié au profit des officiers qui leur donnent des ordres !

: -) C'est gros comme une maison, mais on comprend la logique. Il faut contrôler tous ceux qui portent des armes. Et je suis sûr que la même disparité s'observe au sein de la police et de l'armée... Lire [ici L'Essor pour le croire](#).

UN SANS-DENTS S'EST FAIT ARRACHER SES DENTS EN OR !!

du 2 au 6 juillet 2018 : Malheur aux pauvres, puisque ce fait divers s'est passé à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Un sans-dents a été agressé par un groupe de voyous qui lui ont d'abord volé son téléphone, et, voyant qu'il avait des dents en or, les lui ont également arraché...

En pleine rue...

!!! ????

Quatre dents !!!

Mes chers lecteurs, c'est vraiment, vraiment la crise !!!

La police a précisé que les voleurs n'ont pas utilisé de pinces...

Ouf... on est hyper rassurés !!!

Cela avait commencé avec l'agression et/ou cambriolages de boucheries et ça se termine pas l'arrachage de dents en pleine rue.

Nous sommes en 2018 et nous sommes en France.

La police n'a pas précisé de quelle ethnie étaient les voleurs ou la victime, mais je donne ma langue (pas mes dents) au chat pour le savoir. Lire [ici le Parisien via l'AFP pour le croire](#).

LE SUICIDE DES AGRICULTEURS AMERICAINS

du 2 au 6 juillet 2018 : Il n'y a pas que les agriculteurs français qui mettent fin à leur jours quotidiennement. Pour la première fois, l'administration américaine a communiqué les chiffres des suicides, et, surprise, les paysans américains, les fameux "red necks" (les cous rouges) sont désormais en tête des statistiques.

"Think about trying to live today on the income you had 15 years ago." That's how agriculture expert Chris Hurt describes the plight facing U.S. farmers today.

Since 2013, farm income has been dropping steadily, according to the U.S. Department of Agriculture. This year, the average farm's income is projected to be 35% below its 2013 level".

Leur revenu moyen de 2018 est le même que celui de... 2003 !!!

Pas étonnant qu'ils se suicident en masse... Comme les agriculteurs français.

"Farmers are facing the highest suicide rate of any profession in the US. The suicide rate for people in the field of farming, fishing and forestry is 84.5 per 100,000 people - more than five times that of the broader population", [Lire ici CBS News](#). Paix à leur âme.

CONSEILS D'UN LECTEUR QUI INSTALLE DES COMPTEURS LINKY

du 2 au 6 juillet 2018 : Lors de la dédicace de Créteil, j'ai rencontré l'un de nos lecteurs qui installe des compteurs Linky. Vu la campagne de presse qui entoure cet objet sulfureux, je lui ai demandé de nous donner des conseils, vu que de toute manière ce compteur sera déployé tôt ou tard dans tout le pays. Voici le texte d'Alex. Un grand merci à lui:

"Dans une installation classique sans Linky, c'est le disjoncteur de branchement qui doit s'enclencher quand votre consommation dépasse votre abonnement.

Celui-ci est toujours réglé un peu au dessus de l'abonnement. (pour savoir

faites 230 multiplié par le réglage d'intensité du disjoncteur). Dans une installation avec un Linky, c'est le Linky lui même qui coupe votre installation quand celle-ci dépasse votre puissance souscrite.

Il remplace le disjoncteur de branchement dans ce rôle parce que il mesure précisément votre puissance consommé.

Si vous voulez éviter les coupures, il faut utiliser les données fournies par Linky. Enedis met à votre disposition gratuitement les informations de votre consommation sur son site.

Si vous pouvez accéder à votre Linky directement, vous pouvez avoir différentes informations sur l'afficheur comme la puissance que vous consommez actuellement ou le pic de consommation de votre journée.

Avec vos informations vous pouvez prendre un tarif plus juste à votre consommation et calculer le prix d'un autre tarif.

Il est parfois plus économique de prendre un abonnement plus haut que de rester sur la gamme en dessous (prix initial plus élevé mais prix au KW moins cher)".

Ses conseils sont d'autant plus pertinents que cette nuit un lecteur, Ybar m'a envoyé ces deux liens, un sur [Challenges qui se demande si les Linky sont les responsables des incendies](#), et un autre de [Sud Ouest qui raconte l'explosion d'un Linky dans un immeuble de Pau](#). Pas rassurant du tout.

A PROPOS DU CREDIT FONCIER DE FRANCE (suite)

du 2 au 6 juillet 2018 : Suite à l'article de la semaine passée (Ctrl-F CFF) , l'un de nos lecteurs confirme à 90% la vente finale: "*Pour information, je vous confirme que le démantèlement du CFF est très probable et sûrement déjà actée.*

Dans la réalité: il n'y a plus de production sur certaines activités depuis janvier 2018"

C'est clair: encore une banque française qui disparaît. **Logique: dans Credit Foncier de France, il y a... France !!!!!**